

*Revue Dialectique des intelligences, Dossier, « **LE RETOUR DE LA RUSSIE ET LA RECONFIGURATION DU JEU DE PUISSANCE EN AFRIQUE CENTRAL** », n° 06, Premier semestre, 2019*



*Revue Dialectique des intelligences, Dossier, « **LE RETOUR DE LA RUSSIE ET LA RECONFIGURATION DU JEU DE PUISSANCE EN AFRIQUE CENTRAL** », n° 06, Premier semestre, 2019*



DIALECTIQUE DES INTELLIGENCES N°6

Dossier, « LE RETOUR DE LA RUSSIE ET LA RECONFIGURATION DU JEU DE PUISSANCE EN AFRIQUE CENTRALE », n° 06,

Premier semestre 2019

<http://www.capedassociation.org>

Effoulan. BP: 8704 Yaoundé 14 – Cameroun



SOMMAIRE

Présentation de la Revue.....	2
Severin TCHETCHOUA TCHOKONTE	
Introduction.....	4
François Xavier NOAH EDZIMBI.....8	
La politique de puissance de la Russie en Afrique Centrale : dynamique locale d'une puissance globale	
Fabrice NOAH NOAH.....	27
La Russie dans le « Grand jeu » en Afrique Centrale : entre continuités et ruptures stratégiques	
Marguerite Chantal EMBIEDE EBALLA	59
<i>L'Afrique Centrale et la renaissance géopolitique de la Russie</i>	
Théophile Mirabeau NCHARE NOM.....	73
<i>Les pays de la Commission du Golfe de Guinée dans le projet maritime russe</i>	



Présentation de la Revue

La revue *Dialectique des Intelligences* est une revue scientifique produite par le Centre Africain d'Études Stratégiques pour la Promotion de la Paix et du Développement (CAPED). Son centre d'intérêt épouse les contours de la fin de la guerre froide avec ses mutations complexes. Si son cadre géographique est l'Afrique au sud du Sahara, elle accueille aussi les analyses et les études relevant des études internationales et stratégiques en provenance d'autres régions du monde.

A partir de la profonde conviction qu'il existe une interdépendance entre la sécurité, la paix, la démocratie et le développement économique de l'Afrique Noire, *Dialectique des Intelligences* reçoit et examine en priorité les analyses et débats qui portent sur : la sécurité internationale, la politique étrangère, la gouvernance, et notamment la gouvernance du secteur de l'industrie extractive et de la sécurité, la protection des consommateurs et de la concurrence, l'intelligence économique, l'économie internationale, la paix et la démocratie.

La revue publie des numéros thématiques autour de sujets arrêté à la suite des discussions au sein du comité de rédaction et du comité scientifique. Cependant, elle examine toute autre proposition d'article, quel que soit le thème.

Animée par un comité de rédaction et un comité scientifique international, la revue publie généralement des numéros thématiques, dont l'appel à textes est issu de discussions au sein du comité de rédaction ou de propositions du comité scientifique international ; mais elle reçoit aussi des articles hors thèmes. Le Directeur de la revue est le Professeur Alain FOGUE TEDOM, spécialiste des Relations Internationales et Stratégiques, Directeur exécutif du CAPED, Membre fondateur de l'International Society for Military Ethics in Africa (AFRICA-ISME), Membre Associé de l'International Society for Military Ethics in Europe (EURO-ISME).



Équipe de Rédaction :

- Dr. Severin TCHETCHOUA TCHOKONTE;
- Dr. Théophile Mirabeau NCHARE NOM ;
- Joseph Thierry OKALA EBODE ;
- Fabrice NOAH NOAH ;
- Serge DZOU NTOLO ;
- Chantal EMBIEDE EBALA ;
- Mireille Nicole MELONO ELLA ;

Responsable de la Traduction : Roger NOAH

Comité Scientifique :

- Recteur Roger TSAFACK NANFOSSO (Professeur d'économie);
- Doyen Magloire ONDOA (Professeur de droit public);
- Doyen Henri WAMBA (Professeur d'économie);
- Doyen Charles Etienne LEKENE NDONFACK (professeur de droit public).

Professeurs :

- Jean Emmanuel PONDI (Professeur de Relations Internationales);
- Grégoire JIOGUE (Professeur de Droit privé);
- Gérard PEKASSA NDAM (Professeur de Droit public);
- Vincent Joseph NTUDA EBODE (Professeur de Relations Internationales et Stratégiques);
- Issa SAIBOU (Professeur d'Histoire et spécialiste des questions de sécurité);
- Manassé ABOYA ENDONG (Professeur de Science Politique);
- Eustache AKONO ATANGANE (Professeur de Science Politique).

Docteurs :

- Jean Pierre MELOUPOU (Capitaine de Vaisseau ®, Ancien Directeur du Centre du Renseignement Militaire (CRM), Enseignant associé des Universités,)



- Lavenir Jacques Didier MVOM (Colonel ®, Diplomate, Spécialiste des questions de sécurité) ;
- Christian MODJEL (Diplomate) ;
- Richard KEUKO (politiste).

MM/ Mme :

- Christian PENDA EKOKA (Ingénieur polytechnicien et Senior économiste) ;
- Jean BANIARA YOYANA (Ancien Magistrat, Ancien membre du gouvernement Tchadien, Juriste),
- Claudine SIGAM (Senior-Experte des industries extractives) ;
- Guillaume CHEDJOU TANKAM (colonel, spécialiste des questions de défense).



Introduction :

Afin de s'inscrire dans la quête de la puissance décisive et de s'arrimer à la rude concurrence économique qui structure les relations internationales post-guerre froide, les Etats stratégiquement matures ont, entre autres mesures, initié une révision de leurs dispositifs de puissance. Dans cette lancée, les ressources naturelles africaines, jusque-là gérées comme des réserves stratégiques des anciennes puissances coloniales, sont désormais au cœur d'une concurrence féroce entre les puissances traditionnelles et les nations émergentes dont les besoins en matières premières stratégiques paraissent illimités. En effet, l'irruption des puissances économiques et militaires émergentes telles que la Chine, l'Inde, le Brésil sur la scène africaine et l'intérêt croissant des Etats-Unis et du Japon pour le continent ont profondément perturbé les monopoles des pays européens qui, jusque-là, considéraient l'Afrique comme faisant partie de leur « sphère d'influence naturelle ».

Prise dans le cercle hostile que l'OTAN referme chaque jour un peu plus sur elle, la Russie a décidé de briser son isolement en nouant des partenariats avec des pays qui lui permettront à terme à enfermer ceux qui l'encerclent. C'est dans cette dynamique que la Russie peaufine, depuis le début des années 2000, une offensive globale et multiforme en Afrique. La Russie qui a conservé le rêve de puissance de l'ex-URSS, y tente elle aussi une percée. En effet, après le désengagement de Moscou en Afrique, provoqué par l'éclatement de l'Union Soviétique en décembre 1991, conscientes des pertes stratégiques dues à leur retrait de la région, les autorités russes ont entrepris une réévaluation de leur politique africaine. Le retour de la Russie sur la scène africaine en 2001 est motivé par le désir de prendre une part active dans l'exploitation des matières premières stratégiques africaines qui lui permettraient d'opérer, dans la course qui l'oppose aux autres puissances pour la quête du leadership mondial, une importante mue géopolitique et géostratégique.

Pour ce faire, à la suite des autres puissances, occidentales et émergentes, la Russie déploie sur le continent africain un important dispositif de puissance. Ce projet géostratégique russe en Afrique, repose, entre autres, sur l'intensification de la coopération militaire et industrielle, l'octroi d'aide, l'annulation de dette et une active diplomatie de présence.

Désormais, les Etats-Unis, les puissances européennes, la Chine, et la Russie y sont engagés dans une compétition stratégique, politique, diplomatique dont les enjeux économiques et



sécuritaires sont amplifiés par la compétition renouvelée pour la puissance et le contrôle du monde.

Aussi, ce numéro de la Revue *Dialectique des Intelligences* du premier semestre 2019 se propose-t-il d'analyser enjeux géoéconomiques, géopolitiques et géostratégiques autour desquels gravite l'actuelle offensive de la Russie en Afrique. Comment percevoir le retour de la Russie sur le continent depuis le début du 21^e siècle ? Dans la compétition déjà virulente entre les puissances occidentales entre elles, entre celles-ci et la Chine pour le contrôle de l'Afrique centrale dont la cécité stratégique des dirigeants est caractéristique des pays, quel apport peut avoir l'entrée en scène de la Russie ? Quelles incidences l'entrée en scène de la Russie pourrait avoir dans la rude compétition de puissance dans une Afrique Centrale au cœur de convoitises des grandes puissances, occidentales et émergentes ? Telles sont les questions sur lesquelles s'interroge ce numéro de *Dialectique des Intelligences*.

Inscrite parmi les priorités stratégiques de la Russie (François Xavier NOAH EDZIMBI), Moscou déploie, depuis le début du XXI^e siècle une importante politique de puissance en Afrique. En effet, motivée par le désir de revêtir les attributs de puissance globale, la Russie s'engage sur le théâtre africain avec l'intention d'y contester l'hégémonie occidentale. L'offensive qu'elle mène en Afrique Centrale s'inspire autant de l'héritage soviétique que d'une philosophie de la puissance fondée sur le contrôle des pivots géopolitiques (Fabrice NOAH NOAH). La lecture géopolitique des territoires que réalise la Russie lui permet de maximiser ses gains, malgré la relative modestie de ses moyens. Elle peut alors user, alternativement, du multilatéralisme et de la coopération bilatérale comme outils de conquête. Pourtant, d'importants défauts structurels font planer des menaces sur le projet de puissance de la Russie. L'absence d'une capacité géopolitique conséquente et la contre-offensive des puissances traditionnelles, dont la France, représentent alors les principaux obstacles aux ambitions africaines de la Russie. Corollaire de la fin de la guerre froide et de la tutelle européenne, l'offensive russe en Afrique Centrale traduit la reprise et la promotion par la Russie du projet de puissance soviétique, momentanément mis en veilleuse à la suite de l'implosion de l'URSS en 1990. Ce qui confère à cette partie du continent une place prépondérante dans le dispositif de puissance de la Russie, engagée dans la lutte pour le leadership mondial (Chantal LAPE HIAG).



Par ailleurs, l'analyse de la stratégie maritime russe dans le Golfe de Guinée questionne l'inscription des pays de cette partie du continent dans le projet maritime russe. Dans une société internationale où les enjeux maritimes constituent de véritables vecteurs d'essor économique et de puissance, l'évaluation de la nouvelle doctrine maritime russe dans ces Etats est d'un intérêt indéniable. L'offensive maritime russe est un indicateur de la reconfiguration du jeu de puissance dans cette partie du continent hautement stratégique (Théophile Mirabeau NCHARE NOM).

Dr Séverin TCHOKONTE



La politique de puissance de la Russie en Afrique Centrale : dynamique locale d'une puissance globale

NOAH EDZIMBI François Xavier¹

Résumé :

L'URSS a maintenu pendant des décennies une présence active en Afrique dans le cadre d'une guerre idéologique contre l'occident en soutenant des mouvements de libération et, après la décolonisation, en envoyant des conseillers assister les autorités gouvernementales dans les domaines politique et militaire. Le délitement de l'Union Soviétique en 1990, ainsi que les difficultés économiques et les luttes internes, ont contraint Moscou d'y abandonner ses positions. De ce fait, ce n'est que dans les années 2000 que le Kremlin a décidé de renouer avec ses anciens réseaux sur le continent africain. L'Afrique figure désormais parmi ses priorités stratégiques. En s'appuyant sur l'approche stratégique et la théorie néoréaliste, cet article démontre comment, dans la formation d'un nouveau modèle international polycentrique sur fond d'instabilité globale et régionale croissante, le Kremlin implémente des manœuvres dans les pays d'Afrique Centrale pour disposer de nouveaux partenaires lui permettant de rééchelonner ses intérêts de puissance dans un espace international post guerre froide.

Mots clés : Russie, Afrique Centrale, dynamique, puissance, intérêts, monde polycentrique

Abstract :

Through decades, USSR maintained an active presence in Africa as part an ideological war against the West by supporting liberation movements and, after decolonization, sending advisers to assist government authorities in the political and economical fields. Desintegration of Soviet Union in 1990, as well as economic difficulties and internal struggles, forces Moscow to renounce its positions there. Then, it was in 2000s that the Kremlin decided to reconnected with its old networks in Africa. The African continent is now one of its strategic priorities. With strategic approach and neorealist theory, this article demonstrates how, in the formation of a new polycentric international model against backdrop of increasing global and regional instability, the Kremlin establishes gambits in Central African countries to have new partners allowing it to reschedule its power interests in an international post Cold War space.

Key words : Russia, Central Africa, dynamic, power, interests, polycentric world

¹ Doctorant en Science Politique à l'Université de Yaoundé II, Consultant en Développement et gouvernance local. Chercheur au Centre Africain d'Etudes Stratégiques pour la Promotion de la Paix et du Développement-CAPED, Assistant de programmes à ALTER EGO (ONG), xnoah05@gmail.com



Introduction

L'effondrement de l'URSS a conduit les Russes à s'interroger sur leur identité, la nature de leur Etat et la place qu'occupe leur nation sur la scène internationale. Pour ces derniers, les relations internationales post-guerre froide sont structurées par la concurrence et l'aspiration de plusieurs Etats à renforcer leur influence sur la politique internationale, y compris par la création d'armes d'extermination massive². L'ambition de Moscou est ainsi de permettre aux autorités de prendre part et d'avoir une forte influence dans la résolution des grands problèmes internationaux, le règlement des conflits militaires, la réalisation de la stabilité stratégique et de la suprématie du droit international dans les relations internationales³. Dans cette optique, la réémergence de l'axe Russie/Afrique, est de plus en plus perceptible avec le président Vladimir Poutine, principal artisan d'une reprise progressive de rapports coopératifs entre Moscou et l'Afrique⁴. Ainsi, avec la rencontre en octobre 2017 à Sotchi entre le président centrafricain Faustin Archange Touadéra, et le ministre russe des Affaires étrangères, Serguei Lavrov, la Russie apporte et renforce non seulement son soutien militaire dans ledit pays, mais aussi dans d'autres Etats de l'Afrique Centrale comme le Cameroun⁵. En effet, la présence russe y semble bien perçue par les populations locales qui, se sentant humiliées⁶ par les Etats occidentaux durant les situations conflictuelles qu'elles rencontrent, atteints selon elles d'un « complexe de supériorité⁷ »,

² Voir, F. X., Noah Edzimbé, « La défense populaire et la lutte contre les nouvelles menaces au Cameroun : contribution à la formation d'une culture stratégique et à l'étude d'une logique sécuritaire globale après 2001 », Thèse de Doctorat en science politique, option Stratégie-Défense, Université de Yaoundé II, en attente de soutenance.

³ Voir, I., Facon, « La nouvelle stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie (Présentation analytique) », *Fondation pour la Recherche Stratégique*, note n° 05/2016, 10 février 2016, p. 3.

⁴ Voir, C., Lobez, « Retour de la Russie en RCA : entre multiples intérêts et lutte d'influence », sur <http://les-yeux-dumonde.fr/actualite/actualite-analysee/33619-russie-livre-t-armes-gouvernement-centrafricain>, article consulté le 11/02/2019

⁵ Voir, « Ambazonie : l'armée camerounaise appelle la Russie à l'aide », article sur sputniknews.com consulté le 11/02/2019

⁶ La notion d'humiliation est introduite dans les relations internationales par Bertrand Badie. Il la définit comme « toute prescription autoritaire d'un statut inférieur à celui escompté et non conforme aux normes construites dans les relations internationales ». Lire à ce sujet B. Badie, *Le temps des humiliés : pathologie des relations internationales*, Odile Jacob, 2014, p. 13.

⁷ Conçu par Alfred, Adler dans ses série d'ouvrages intitulés *Understanding Human Nature and Social Interest*, le complexe de supériorité est un mécanisme de défense psychologique dans lequel les sentiments de supériorité d'un individu combrent ses sentiments d'infériorité. Voir, (faut impérativement enlever wikipédia d'un travail d'une telle envergure) Transposé dans les rapports entre acteurs internationaux, il pourrait exprimer la sensation de domination qui habite un acteur vis-à-vis d'un autre.



trouvent ici une possibilité de reprofiler des rapports jusqu'ici majoritairement entretenus avec leurs anciennes puissances colonisatrices et tutélaires. Partant de ce constat, quelles sont les initiatives prises par la Russie pour accroître son influence en Afrique Centrale ? L'hypothèse qui se dégage est la suivante : dans l'objectif de revigorer ses intérêts de puissance⁸, amenuisés en raison des difficultés institutionnelles et économiques rencontrées après l'effondrement de l'Union Soviétique, Moscou trouve en Afrique Centrale un espace de projection et de renforcement de son statut de puissance sur la scène internationale. Les méthodologies usitées dans cet article sont l'approche stratégique et le néoréalisme. Aussi, est-il question de présenter comment le Kremlin s'investit dans les cadres politico-diplomatique (I) et socioéconomique (II) pour accroître son influence dans une Afrique Centrale sous le contrôle d'anciennes puissances coloniales et tutélaires.

I- L'offensive politico-diplomatique de la Russie en Afrique Centrale

Le 31 décembre 2015, le président Poutine approuvait la nouvelle stratégie de sécurité nationale russe. La dimension stratégique dudit document s'appesantit premièrement sur la perception de la place de la Russie dans le monde et sa lecture de la scène internationale, secondairement sur la représentation qu'a le Kremlin des risques et menaces qui pèsent sur l'Etat, et troisièmement sur la définition des intérêts nationaux⁹. Sur le premier aspect, le document dispose que « *La Russie est un des plus grands pays du monde avec une histoire séculaire et les riches traditions culturelles. Malgré la complexité de la situation internationale et les difficultés intérieures, à force d'un important potentiel économique, scientifico-technique et militaire, de sa situation stratégique unique sur le continent euro-asiatique, elle continue objectivement de jouer un grand rôle dans les processus*

⁸ L'on définit les intérêts de puissance comme la sensation d'orgueil, mélange de libido et de pulsion vitale, ressentie par tout acteur international stratégiquement mature, et les avantages qu'il tire de sa capacité d'inscrire ses intérêts à l'ordre du jour des résolutions d'institutions tant régionales qu'internationales, d'influencer fortement voire modifier les politiques publiques d'une entité étatique, tout en ayant une priorité en matière de maîtrise de leurs différents agendas, ceci selon les enjeux et les contextes internationaux en vigueur. Ils s'appuient sur un ensemble de moyens, ressources, physiques, humaines, intellectuels, militaires, économiques, diplomatiques, technologiques, industriels, etc., susceptibles d'être mobilisés par une Nation pour permettre à l'Etat de réagir, voire d'imposer sa volonté sur ladite scène mondiale. Voir, F. X., Noah Edzimbi, *Op.Cit.*

⁹ *Ibid.*



mondiaux¹⁰ ». Avec l'implosion de l'URSS en 1991, la Russie a connu d'importantes difficultés économiques qui l'ont poussé à stopper toute coopération avec l'Afrique¹¹. Toutefois, depuis le début des années 2000, Moscou adopte une politique étrangère. Dès lors, le Kremlin établit une politique africaine qui fait un usage géopolitique du droit international (A), et fait preuve d'une importante offensive militaire (B).

A- L'usage géopolitique du droit international

Les Etats d'Afrique Centrale se caractérisent, entre autres, par une faiblesse du système politique, décelée dans leur incapacité à réaliser les objectifs principaux d'un Etat à savoir : la cohésion sociale, l'intégrité politique et la continuité politique¹², entraînant un ralentissement du processus de régionalisation¹³ et faisant apparaître un complexe régional de sécurité¹⁴. Aussi, subissent-ils des ruptures/surprises stratégiques¹⁵ les conduisant à solliciter l'aide des puissances occidentales, qui subordonnent leur soutien à l'application de conditionnalités telles que le respect des droits de l'Homme et de la liberté d'expression. Ces dernières sont considérées par les gouvernements africains comme l'expression d'un diktat. Consciente de cette situation, la Russie entend pratiquer une politique de charme. Dans le but de rétablir les relations désintégrées avec le délitement du Bloc Soviétique, et de renforcer la

¹⁰ Voir, *Concept de la Sécurité nationale de la Fédération de Russie*, Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie, www.google.com, consulté le 20/03/2018

¹¹ Voir, A., Akinocho et L.-N., Kanso, « Russie-Afrique : Moscou, cet ami qui nous veut du bien », *Hebdo*, n° 16, janvier 2018, article consulté le 12/02/2019 sur la-une-de-lhebdo/1512-52939-russie-afrique-moscou-cet-ami-qui-nous-veut-du-bien#comments

¹² Voir, A., Meyer, « L'intégration régionale et son influence sur la structure, la sécurité et la stabilité d'Etats faibles : l'exemple de quatre Etats centrafricains », Thèse de doctorat en Science politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Ecole doctorale de Sciences Po, 2013, p. 136.

¹³ Le régionalisme est le fait que des acteurs issus de cadres nationaux différents intensifient les relations et les contacts entre eux en franchissant les frontières nationales. Le régionalisme se réfère à la dimension théorique et conceptuelle. D'un autre côté, la régionalisation quant à elle se rapporte à la dimension pratique et désigne ainsi le processus même ainsi que les activités et les dynamiques qui y sont liées.

¹⁴ Elaboré par David Lake et Patrick Morgan, à la suite de Barry Buzan, le complexe régional de sécurité désigne un ensemble d'Etats continuellement affectés par une ou plusieurs externalités sécuritaires qui émanent d'une aire géographique donnée. En d'autres termes, le concept désigne un ensemble d'Etats liés par des problèmes de sécurité communs et par la nécessité de les gérer. Lire à ce sujet D., Lake A. et Morgan Patrick M., "Regional orders : Building Security in a new World", University Park, Pennsylvania State University Press, 1997, cité par L., Koungou, *Culture stratégique et concept de défense au Cameroun*, Paris, Editions L'Harmattan, 2015, pp. 25-26.

¹⁵ Une surprise stratégique est une évolution/un évènement inattendu, par sa nature et son ampleur, qui modifie et infléchit les données de la sécurité d'un Etat. Une rupture stratégique, quant à elle, survient lorsque certains évènements entraînent une transformation radicale des fondements de la sécurité d'un Etat pouvant remettre en cause sa souveraineté et sa stabilité.



solidarité et l'entraide entre les pays de l'ancien mouvement des Non-Alignés, le Kremlin voit dans cette dépréciation africaine une « fenêtre d'opportunité¹⁶ ». Dénonçant la mésestimation des Occidentaux envers les Africains, en s'appuyant sur les principes d'égalité et d'action en cas de menace contre la paix entre Etats sur la scène internationale¹⁷, la diplomatie russe soutient les Etats d'Afrique Centrale¹⁸ durant ces instabilités sécuritaires et cette assistance constitue une arme brandie par le Kremlin pour dénoncer l'arrogance des ex-puissances coloniales vis-à-vis des pays africains. Au sortir de la VII^e conférence de Moscou sur la sécurité internationale à laquelle il a participé en avril 2018, le ministre de la défense camerounais, Joseph Beti Assomo, affirmera que : « *Le Cameroun est un pays d'Afrique centrale et notre participation à cette conférence de Moscou sur la sécurité et le droit international est à l'invitation de notre collègue russe. (Ainsi), nous allons travailler avec nos homologues des cinq continents qui ont été invités ici à Moscou*¹⁹ ».

Assurément ce discours permet de présenter une nouvelle coopération russo-africaine comme respectueuse des normes internationales, et dénuée de tout esprit de mépris envers les Etats Africains. Toutefois, la volonté d'assister les Africains, par le respect des principes d'égalité et d'entraide entre membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU), constitue une ruse de la puissance russe. En effet, l'énonciation de cette volonté, qui est d'un certain point de vue l'affirmation d'une capacité à le faire, est souvent le fait des puissants²⁰. Ainsi, se

¹⁶ Développé par J. W. Kingdon dans son ouvrage paru en 1984, *Agendas, Alternatives and Public Policies*, le modèle de fenêtre d'opportunité traite du processus d'émergence des problèmes et de leur mise en agenda en politiques publiques. La fenêtre est ouverte par un problème pressant, (problem window), qui appelle une solution. Le couplage (coupling) désigne le moment où une solution prise par une autorité publique vient s'attacher à un problème. Voir, P. Ravinet, « Fenêtre d'opportunité. Analyse du processus de mise sur agenda et déconstruction de la rationalité », *Dictionnaire des politiques publiques*, Presses de Sciences Po, 2010, pp. 217-225.

¹⁷ L'article 2 de la Charte des Nations Unies de 1945 dispose en son article 1 que : l'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses membres, tandis que les articles 39, 40 et 41 du chapitre VIII s'appesantissent sur les actions en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'agression.

¹⁸ Au Cameroun par exemple, sortant d'un entretien tenu avec le président de la République du Cameroun le 16 Janvier 2015, l'ambassadeur de Russie au Cameroun, Nikolay Ratsiborinskiy, affirmera que : « Cette année, la Russie va fournir au Cameroun quelques armements et systèmes les plus sophistiqués de dernière génération, l'équipement militaire attendu touche l'artillerie, y compris l'artillerie de missiles, la protection aérienne, le système anti-aérien de missiles et de canons, le transport de personnel, les camions blindés et les autres équipements et armements ». Voir, A., Njilo, « Cameroun-Russie : Poutine sur le double tableau pétrole et gaz », <http://www.camerounliberty.com> consulté le 12/02/2019

¹⁹ Voir, « Ambazonie : l'armée camerounaise appelle la Russie à l'aide », article consulté le 11/02/2019 sur sputniknews.com. NB : si tous les propos sont bien du ministre, leur agencement est de l'auteur.

²⁰ Voir, B., Badie et J.-M., Fardeau, « La diplomatie des droits de l'Homme », *Revue internationale et stratégique*, 2003/2, n° 50, pp. 13-23.



sentant puissants, les Russes convoquent lesdits principes, l'urgence de les appliquer et se présentent comme qualifiés et capables de les mettre en œuvre, tout en instrumentalisant la cécité stratégique des régimes africains, soucieux d'en finir avec « les donneurs de leçons Occidentaux », dans le but, pour Moscou, de réaliser ses objectifs de puissance. Ainsi pour Alexeï Vassiliev, ancien représentant spécial de la Russie pour les relations avec l'Afrique et conseiller du président Poutine, « *La Russie peut être utile à l'Afrique. J'ai souvent constaté à quel point l'Occident y imposait ses règles et c'est l'une des raisons pour lesquelles nous n'avons pas pu y investir*²¹ ». Quant à l'historien russe Dimitri Bondarenko, « *L'Afrique figure encore à la toute fin des priorités de la Russie en terme de politique étrangère, mais elle commence à prendre de plus en plus d'importance*²² ». Ces propos contribuent à l'édification d'une façon de voir et de concevoir pouvant favoriser l'intervention du Kremlin dans des situations conflictuelles, et, enfin, conduit les Africains à lui accorder plus de voix dans les instances de décisions internationales. De ce fait, l'existence d'une confrontation feutrée avec les puissances occidentales dans la course aux ressources stratégiques et aux matières premières, mais aussi l'accroissement de l'influence russe sur le continent, permet aux gouvernements d'Afrique Centrale d'exercer une pression et un chantage sur celles-ci, souhaitant disposer/conservier des privilèges et conquérir d'autres marchés sur le théâtre africain, tout en conditionnant leurs aides, au profit du Kremlin. Moscou capitalise en réalité, les enjeux internationaux de développement et d'intégrité humaine à travers les notions d'autorégulation et de rétroaction²³. Il revêt un statut binaire aussi bien en tant que résultat d'une décision de politique étrangère (*output* de la boîte noire que représente l'appareil étatique), et ressource d'une politique (*input* du système international)²⁴. La Russie adopte

²¹ Voir, « Ambazonie : l'armée camerounaise appelle la Russie à l'aide », article consulté sur sputniknews.com. le 11/02/2019

²² Voir, « Afrique : les Russes de retour avec leurs armes, munitions et troupes au sol », http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=%20S/2018/729 consulté le 12/02/2019

²³ Selon Karl Deutsch, l'autorégulation est la capacité d'un acteur à réduire les éventuelles tensions internes et internationales afin d'éliminer les facteurs de déséquilibre pouvant nuire à ses intérêts, lire à ce sujet D. Batistella, « L'apport de Karl Deutsch à la théorie des relations internationales », *Revue internationale de politique comparée*, 2003/4 (Vol. 10), pp. 567-585. La rétroaction se comprend dans le discours diplomatique comme la correction permanente de l'impulsion initiale en fonction de l'écho suscité par un programme ou une prise de position, voir, C., Agbobli, « La communication internationale : état des lieux et perspectives de recherches pour le XXI^e siècle », *Communiquer*, n° 15, 2005, pp. 65-84.

²⁴ Voir, C., Villar, *Le discours diplomatique*, Paris, L'Harmattan, Collection « Pouvoirs comparés », 2008, p. 52.



aussi une « diplomatie militaire », dont elle fait usage selon l'appréciation qu'elle se fait des enjeux en présence.

B- L'offensive militaire russe en Afrique Centrale : entre multiples intérêts et lutte d'influence

L'Afrique Centrale fait l'objet d'une instabilité sécuritaire en raison de guerres nouvelles et de ruptures/surprises stratégiques qu'elle subit. Au Cameroun, alors que la lutte contre Boko Haram continue au Sahel, le gouvernement fait face à un deuxième défi sécuritaire : celui de la crise anglophone²⁵. La Centrafrique est, pour sa part, caractérisée par une instabilité à la fois sécuritaire et constitutionnelle²⁶. Localisé partiellement en Afrique Centrale, le golfe de Guinée est devenu, en l'espace d'une décennie, l'une des zones maritimes les plus dangereuses du monde²⁷. La recrudescence d'attentats terroristes dans cette région est un véritable problème qui menace la stabilité des pays riverains et compromet le développement économique de la région²⁸. L'absence de base industrielle et technologique de défense (BITD), mais aussi limités dans le domaine du renseignement d'origine technologique (ROTEC) et d'origine humain (ROHUM), les Etats d'Afrique Centrale se trouvent dans l'impossibilité de s'adapter aux guerres nouvelles caractérisant, entre autres, le monde post guerre froide. D'où la sollicitation de l'aide russe qui confère à la technologie militaire et aux armes nucléaires un rôle central dans leur politique de défense et de sécurité, pour des raisons qui tiennent à l'état des forces conventionnelles, mais aussi à des considérations de prestige international²⁹.

²⁵ Voir, N. Machikou, « Utopie et dystopie ambazoniennes : Dieu, les dieux et la crise anglophone au Cameroun », *Politique africaine*, Editions Karthala, 2018/2 n° 150, pp. 116-120.

²⁶ Le renversement du président Bozizé par la rébellion Séléka, est conduit par Déya Am Nondokro Djotodia, en décembre 2013. Ce dernier démissionnera le 3 janvier 2014 et sera remplacé par Catherine Samba-Panza qui, le 30 mars 2016, passe le pouvoir à Faustin Archange Touadéra lors d'une élection présidentielle. Le chef d'Etat trouve une difficulté à exercer son pouvoir, du moment où 80 % du territoire sont contrôlés par des groupes rebelles à savoir la Séléka et les Anti-Balaka.

²⁷ Voir, International Crisis Group, *Le golfe de Guinée : la nouvelle zone à haut risque*, Rapport Afrique n° 195, 12 décembre 2012, p. i.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ Pour Nikolai Patrouchev, secrétaire du Conseil de sécurité russe, « La conservation par la Fédération de Russie du statut de puissance nucléaire capable de réaliser la dissuasion nucléaire d'adversaires potentiels de déclencher une agression contre la Russie et ses alliés » demeure « la priorité essentielle de notre pays » pour l'avenir prévisible, c'est-à-dire au moins pour les deux décennies à venir. Voir, « La Russie change, et sa doctrine militaire change aussi », Interview avec les *Izvestiia*, « Meniaetsia Rossiia, meniaetsia i ee voennaia doktrina », 14 octobre 2009 ; et avec la *Rossiiskaia Gazeta*, 20 novembre 2009 ; et D., Bonvillain, « La Russie



Souhaitant participer à l'éradication de menaces terroristes sur le sol africain qui pourraient avoir des répercussions à long terme sur leur sol, et voulant surtout avoir voix au chapitre dans l'exploitation des matières premières africaines, le Kremlin apporte une aide militaire aux gouvernements de la région. Un accord signé à Sotchi en octobre 2017 a permis à la Russie de renforcer sa coopération militaire avec Bangui³⁰. Cette dernière se traduit par un important soutien militaire utile à la lutte contre des groupes armés qui contrôlent 80 % du territoire³¹. Un second accord, renforçant les liens militaires avec la Centrafrique, est signé le 20 août 2018 après l'assassinat de trois journalistes russes qui enquêtaient sur la présence de mercenaires russes dans le pays et, selon le ministre russe de la défense Sergueï Choïgou, ce dernier « *Va contribuer à renforcer nos liens dans le domaine de la défense*³² ». Au terme d'un entretien tenu entre le président de la République du Cameroun le 16 Janvier 2015, l'ambassadeur de Russie au Cameroun, Nikolay Ratsiborinskiy, affirmera quant à lui : « *Cette année, la Russie va fournir au Cameroun quelques armements et systèmes les plus sophistiqués de dernière génération, l'équipement militaire attendu touche l'artillerie, y compris l'artillerie de missiles, la protection aérienne, le système anti-aérien de missiles et de canons, le transport de personnel, les camions blindés et les autres équipements et armements*³³ ». Ces efforts matériel, financier et technique russes pour le renforcement des capacités de défense et de sécurité africains ont pour but, selon le Kremlin, la participation efficace des forces de défense et de sécurité durant les guerres asymétriques³⁴ et les

face à sa défense », Diplôme de l'Institut d'études politiques de Lyon, Séminaire « De la Baltique à la Mer Noire », Université de Lyon 2, 4 septembre 2006, pp. 50-53.

³⁰ Voir, C., Lobez, *Op.Cit.*

³¹ *Ibid.*

³² Voir, « Afrique : la montée en flèche de l'armée russe », *Afrique-Education*, n° 471-472, décembre 2018-janvier 2019, article consulté le 14/02/2019 sur <https://www.facebook.com/AfriqueEducation/>

³³ Le 15 Avril 2015, les accords seront officiellement signés entre les deux pays, selon le média russe Sputniks, les détails seront mentionnés par les autorités russes sur leur site des informations juridiques officielles. Ainsi on pourra lire : « La coopération militaire et technique entre les deux pays répond aux besoins de leur défense et sécurité et porte sur les domaines suivants: livraisons d'armements, de matériels de guerre, de munitions et d'autres produits militaires; livraison de pièces de rechange, d'équipements, de produits spéciaux, éducatifs et supplémentaires, ainsi que d'éléments de produits militaires », lit-on dans le texte de l'accord signé le 15 avril dernier. L'accord russo-camerounais prévoit en outre la coopération dans la formation des cadres militaires et l'octroi d'aide militaire et technique ». Voir, A., Njilo, *Op.Cit.*

³⁴ Le 31 mars 2018, le Président Touadéra a accueilli un défilé des troupes de la première compagnie (200 personnes) de l'armée centrafricaine, qui a été complètement réarmée avec des armes russes, habillé en tenue de camouflage russe, et ce sont également des Russes qui ont commandé le défilé. Voir, E., Krutikov, « La Russie pousse l'Occident hors de l'Afrique sans combat », sur <https://russia-insider.com/en/politics/russia-squeezing-west-africa-withoutfight/ri23949> article consulté le 14/02/2019



insurrections socioéconomiques. En réalité, cette aide n'est que l'expression d'une « diplomatie d'hydrocarbures » de Moscou, qui capitalise les enjeux internationaux de terrorisme, de piraterie et d'insurrection sociale pour contrôler et exploiter les ressources stratégiques africaines et surveiller leurs voies de transports³⁵. D'un autre côté, les livraisons d'armes visent également la protection de multinationales russes, tant pétrolières, agro-industrielles que diamantifères qui se trouvent ou sont en cours d'installation dans la région. Aussi, souscrit-il à l'évidence à une confrontation avec les Occidentaux dans la ruée vers les matières premières. Considérée comme une zone d'influence naturelle de la France, une présence directe et manifeste des forces russes en Afrique Centrale est une source d'inquiétude pour Paris. D'où le renforcement de ses forces militaires récurrentes, présentes dans ses anciennes colonies à l'exemple du dispositif militaire Barkhane dédié à la lutte contre le terrorisme au Sahel, précédemment nommé « Opération Serval » au Mali, et « Epervier » au Tchad et Sangaris en RCA. L'opposition feutrée entre Russes et les puissances occidentales est l'expression d'une « géopolitique de barils marginaux³⁶ » adoptés par ces derniers tous en quête de puissance décisive³⁷. L'assistance et l'aide au développement socioéconomique de l'Afrique Centrale constitue aussi un moyen de renforcement d'intérêts de puissance russes.

II- L'offensive humanitaire et économique de la Russie en Afrique Centrale

Dans la guerre économique qui structure les relations internationales post-guerre froide, et oppose les grandes puissances, occidentales et émergentes, le contrôle des matières premières stratégiques³⁸ constituent le principal enjeu. Afin d'assurer leur survie économique

³⁵ Les pays du golfe de Guinée se situent dans un espace maritime et marin qui se révèle très riche dans le domaine de l'off-shore profond et ultra profond. Ces gisements correspondent à des champs dont la production peut facilement être écoulee à travers les voies maritimes de transport pétrolier pour les Etats-Unis. Voir, Voir, E. Ngodi et M.-E. Owona Nguini, « Le pétrole off-shore comme ressource stratégique en Afrique centrale : une richesse au cœur des tensions et des appétits », *Enjeux*, n° 26, 2006, p. 12.

³⁶ La « géopolitique de barils marginaux » se présente comme la capacité pour les puissances mondiales d'influer sur le cout du baril de pétrole de pays producteurs ne faisant pas partie de l'Organisation de pays producteurs de pétrole (OPEP).

³⁷ Voir, P. M., Defarges, *Introduction à la géopolitique*, Paris, Editions Seuil, 2009.

³⁸ Une matière première stratégique est un minerai essentiel dont l'usage pour des biens civiles ou militaires dépasse les ressources domestiques et dont les uniques sources d'approvisionnement extérieurs n'ont pas de substituts possible à un horizon temporel connu et raisonnable. Voir, C. A., Paillard, *Les nouvelles guerres économiques*, Paris, Ophrys, 2011, p. 232.



et s'arrimer à cette rude compétition géoéconomique et géostratégique³⁹, les grandes puissances industrielles se sont inscrites dans une « guerre des matières premières⁴⁰ ». Réalisant que l'Afrique est un véritable « grenier de matières premières⁴¹ » dont la qualité, la diversité et l'accessibilité⁴² contrastent avec la cécité stratégique⁴³ de ses dirigeants, ces dernières y déploient depuis la fin de la guerre froide des projets géopolitiques et géostratégiques hautement concurrentiels⁴⁴. Les Russes font preuve de dynamisme pour mettre en œuvre une stratégie leur permettant de profiter pleinement des ressources énergétiques dont regorge l'Afrique Centrale. Aussi critiquent-ils la politique africaine des puissances occidentales et émergentes dans ladite région, qu'ils réduisent à des « rituels d'émerveillement⁴⁵ » ayant pour seul but d'avoir « une incidence sur les systèmes de pensée, d'action et de représentation des autochtones et sur la manière de fonctionner⁴⁶ ». C'est alors qu'usant de diplomatie économique⁴⁷ et d'intelligence économique⁴⁸, Moscou met au profit

³⁹ Voir, L., Signé et S., Tchetchoua Tchokonte, 2015/1, « Les stratégies pétrolières en Afrique : entre nouvelle dynamique chinoise et réactions des puissances occidentales et des pays émergents », www.cosmopolis.org, consulté le 10/05/2018, p. 59.

⁴⁰ Voir, S., Tchetchoua Tchokonté, « La diplomatie des matières premières de l'Inde et du Brésil en Afrique », *Dialectiques des intelligences*, n° 003, premier semestre 2017, p. 8.

⁴¹ Le pétrole africain est intéressant à plus d'un titre : de bonne qualité, avec des coûts d'exploitation compétitifs, il est en outre largement destiné à l'exportation (à 90 % environ) dans un continent qui en consomme peu. La dépendance de certains pays au pétrole africain est grande. A titre d'exemple, la France importe 36,4% de son pétrole d'Afrique, les Etats-Unis 20 %, la Chine 30 %, l'Inde 20 %. L'Afrique regorge des quantités assez impressionnantes de ces minerais : « platine (90 %), cobalt et chrome (60 %), manganèse (50 à 60 %), or (30 à 40 %), uranium, bauxite et titane (25 à 30 %) et cuivre (10 à 15 %) ». Le continent détient plus de 80% de certaines ressources naturelles, parmi lesquelles le platine, le manganèse, le chrome, le ruthénium et l'iridium. Elle détient également plus de la moitié de l'or, du diamant, du phosphate, du palladium, du germanium, du cobalt, du francium et 1/3 de l'uranium, du tantalum, du césium, du fluorite, du zircon etc. Voir, F., Munier, 2016, « Géopolitique du pétrole : l'Afrique terrain de bataille », www.diploweb.com, consulté le 10/05/2018.

⁴² Voir, M., Kounou, *Pétrole et pauvreté au Sud du Sahara. Analyse des fondements de l'économie politique du pétrole dans le Golfe de Guinée*, Yaoundé, Clé, 2006, 137p.

⁴³ Voir, A., Fogue Tedom, *Enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique Noire*, Paris, L'Harmattan, 2008, 418p.

⁴⁴ Voir, S., Tchetchoua Tchokonté, *Op.Cit.*

⁴⁵ Voir, A., Mbembe cité par W., Mvomo Ela, « Le concept de « mise en valeur » dans la politique de développement colonial de la France : cas du Cameroun », in J.-E., Pondi (dir.), *Repenser le développement à partir de l'Afrique*, Afrédit, Africaine d'Édition, Yaoundé, mai 2011, p. 314.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ La diplomatie économique est une notion qui recouvre plusieurs réalités. Dans la partie économique de la diplomatie, elle est l'ensemble des activités de l'Etat qui visent à influencer les décisions internationales à caractère économique. Ensuite, dans la partie commerciale de la diplomatie d'Etat, elle vise la promotion des intérêts d'entreprises via l'action de réseaux à l'étranger. Enfin, la diplomatie d'entreprise est celle exercée par les entreprises elles-mêmes, car la diplomatie n'est plus réservée aux Etats. Il s'agit des politiques de relations extérieures des entreprises et de leurs associations, qui deviennent obligatoires avec l'accroissement de leur



des Etats d'Afrique Centrale son aide technologique et infrastructurel (A) et son appui humanitaire (B) pour leur développement, mais surtout pour disposer d'influence dans la région.

A- L'offensive économique

Pour Moscou, la faiblesse de l'Afrique réside dans ses infrastructures et ce déficit constitue un frein au développement économique et social du continent. Il leur sert de levier dans le cadre de la mise en œuvre consécutive de leur politique de puissance. Ainsi, dans le projet d'extension du complexe industrialo-portuaire de Kribi au Cameroun, porte de sortie pour les minerais et les hydrocarbures du Tchad et du Niger, il a été signé un accord de financement pour la construction d'une deuxième raffinerie de pétrole au Cameroun, entre la société russe Rusgazengineering Group et le gouvernement camerounais le 03 Juin 2015⁴⁹. Après la sécurité, le pétrole et le gaz, la Russie se positionne dans le domaine d'hydraulique dès 2014 à travers la société Environmental Chemical Corporation LLC (ECC). Pour le gouvernement russe, l'eau doit être considérée « *Comme une opportunité pour les populations au lieu d'être une menace. La gestion d'eau ne doit pas être prise à la légère car relève de la sécurité nationale, mais aussi l'eau potable, l'hydraulique agricole et pastorale, la navigation maritime et fluviale*⁵⁰ ». C'est ainsi qu'en octobre 2016 s'est tenue à Moscou la première édition des Journées économiques camerounaises en Russie, dont l'objectif était de « *permettre aux opérateurs économiques camerounais de conquérir de nouveaux débouchés*⁵¹ ». Ces relations économiques ne sont aucunement l'expression de l'altruisme, mais participent à la réalisation des desseins géopolitiques de Moscou. Elles permettent aux Russes de trouver des débouchés et d'augmenter leurs investissements tant pétroliers, agro-industriels que

rôle dans la vie internationale. Voir, C., Revel, « La diplomatie au cœur de l'influence », *L'interview du mois*, document consulté sur www.google.com le 11/02/2019.

⁴⁸ Harold Wilensky définit l'intelligence économique comme « l'activité de production de connaissance servant les buts économiques et stratégiques d'une organisation, recueillie et produite dans un contexte légal et à partir de sources ouvertes ». Le député français Bernard Carayon, dans un rapport intitulé : « Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale » la définit comme : « une politique publique de compétitivité, de sécurité économique, d'influence (...), d'identification des secteurs et des technologies stratégiques, d'organisation de la convergence des intérêts entre la sphère publique et la sphère privée ». Voir, « Intelligence économique » sur www.wikipedia.org, et Bernard Carayon, « Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale », www.ladocumentationfrancaise.fr, consulté le 11/02/2019.

⁴⁹ Voir, A., Njilo, *Op.Cit.*

⁵⁰ Voir, A., Njilo, « La Russie poursuit son offensive au Cameroun », article consulté le 15/02/2019 sur <http://www.camerounliberty.com>

⁵¹ Voir, A., Akincho et L.-N., Kalso, *Op.Cit.*



diamantifères qui se trouvent en Afrique⁵². De tels rapports commerciaux permettent à la Russie de s'affirmer comme partenaire crédible dans les échanges entre l'Afrique et l'extérieur. Aussi, le Kremlin transforme l'Afrique Centrale au mieux de ses intérêts, surtout par le biais du Cameroun qui, en raison de ses avantages géographiques, stratégiques et économiques, est un Etat pivot dans la région⁵³. D'autre part, ils permettent à la Russie de pénétrer les systèmes politico-institutionnels desdits pays selon le principe de moindre résistance. Ce dernier consiste à identifier les « ventres mous », les infiltrer et, à partir de là, se développer⁵⁴ et réaliser son projet de puissance en Afrique Centrale. Il s'inspire des « Nouvelles routes de la soie », projet géopolitique chinois ayant pour but de développer les infrastructures des routes maritimes et terrestres entre l'Asie, l'Afrique et l'Europe en investissant dans les ports maritimes et les ports intérieurs, mais aussi dans les réseaux ferroviaires, les télécommunications et les routes de la soie numérique⁵⁵.

Dans le domaine des hydrocarbures, Zarubezhneft, compagnie pétrolière russe, détient des parts dans la Gabon Oil Company sur le site de Mboumba⁵⁶. L'intérêt russe pour les ressources minières de la Centrafrique est aussi perceptible. Lors de l'entretien de Sotchi avec le président Touadéra, le constat du « potentiel significatif d'un partenariat en matière d'exploitation minière » a été fait par les deux parties. Les Russes exploitent avec l'accord du gouvernement des zones diamantifères et aurifères à Boda et à Bakala. Moscou s'intéresse également aux zones minières (or, platine, etc.) que contrôlent les rebelles Séléka dans le nord du pays, ces derniers permettant aux Russes de prospecter le sous-sol des régions de Birao, Ndélé et Bria, en remplacement d'entreprises chinoises s'étant retirées en fin 2017⁵⁷. Au Cameroun en Novembre 2015, le géant mondial russe Gazprom annonçait la signature d'un accord avec la société nationale des hydrocarbures (SNH) pour le rachat de toute la production annuelle de gaz liquéfié de Kribi (1,2 million de tonnes) sur les huit premières

⁵² Voir, P., Boniface, « Les leçons du 11 septembre 2001 » in P., Boniface (dir.), *les leçons du 11 septembre*, Paris, PUF, 2001, p. 10.

⁵³ Un Allié de revers se présente comme un État à qui Moscou peut faire recours, du moment où il se trouve dans une situation défavorable dans cette région en particulier et dans le golfe de Guinée en général. Un État pivot quant à lui est, pour les Russes, un Etat d'appui par lequel ils arrivent à se projeter vers d'autres États, ceci à partir de la position d'axe stratégique occupée par le premier dans la même région.

⁵⁴ Voir, L., Caracciolo, « Italie : l'entente avec Pékin irrite les Etats-Unis », *Courrier international*, n° 1481 du 21 au 27 mars 2019, p. 18.

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ Voir, A., Akinocho et L.-N., Kalso, *Op.Cit.*

⁵⁷ Voir, C., Lobez, *Op.Cit.*



années d'exploitation, production qui sortira, dès le deuxième semestre de 2017, du méthanière Hili⁵⁸. A travers ces investissements en Afrique Centrale, « *Il s'agit pour la Russie de renouer avec un statut de puissance internationale. Il s'agit de trouver des ressources rares pour son industrie. Il s'agit de trouver des débouchés pour les deux grandes industries exportatrices de la Russie actuellement, c'est-à-dire le nucléaire civil et les industries de Défense*⁵⁹ ». Il est certain que la Russie adopte une « diplomatie de minerais et d'hydrocarbures », dont l'usage s'apprécie selon les enjeux en présence, à l'aune de ses priorités économiques sur la scène africaine. L'établissement de liens économiques et commerciaux n'a pour seul objectif que l'exécution de leurs entreprises géopolitiques. Il s'agit de permettre à leurs entreprises de gagner des marchés et à leurs multinationales d'exploiter les ressources stratégiques de la région d'une part et, d'autre part, dans un système international où chaque acteur, qu'il soit national, régional ou international, adopte une stratégie pour mieux se positionner en fonction de ses capacités propres, de développer et d'inciter une dépendance des gouvernements africains aux outils stratégiques et technologiques de la Russie. En effet, la dépendance de l'Afrique ; non seulement du renseignement géographique⁶⁰ fourni par des puissances étrangères, mais aussi de celui des firmes multinationales⁶¹, qui permet à celles-ci de localiser et de circonscrire les ressources maritimes comme les granulats⁶², les terres rares⁶³ ou encore

⁵⁸ Voir, A., Njilo, *Op.Cit.*

⁵⁹ Propos de Cyrille Bret, maître de conférences en géopolitique à Sciences Po à RFI, cités par A., Akincho et L.-N., Kansa, *Op.Cit.*

⁶⁰ De manière générale, le renseignement géographique est considéré comme une aide à la décision politique et un appui aux forces sur le théâtre d'opérations dans le domaine militaire, mais aussi nécessaire à la décision économique.

⁶¹ La plupart des ressources stratégiques africaines sont découvertes par des multinationales et des puissances industrielles. Comme exemples, selon un communiqué daté du jeudi 27 octobre, le major pétrolier américain Exxon Mobil a découvert un puits de pétrole oscillant entre 500 millions et un milliard de barils sur le champ Owowo-3 situé à plusieurs miles de la côte de l'Etat de Bayelsa dans le sud du Nigéria. D'un autre côté, l'entreprise pétrolière britannique Cairn Energy annonça le 7 octobre qu'elle avait découvert un gisement à 100 kilomètres au large des côtes sénégalaises. Découvert à 1 427 mètres de profondeur, les réserves de ce puits tourneraient autour de 250 millions de barils de pétrole selon ses premières estimations. Voir, « Pétrole : Exxon Mobil annonce la découverte d'un gisement de pétrole offshore au Nigeria » et « Un gisement de pétrole découvert au large du Sénégal », articles publiés le 28/10/2016 et le 09/10/2014 sur www.rfi.fr, consultés le 15/02/2019.

⁶² Les granulats sont des matériaux granulaires exploités par l'homme et correspondant à des fragments de roches dont la taille est inférieure à 125mm. Ils comprennent principalement des sables et graviers. Les granulats sont soit d'origine naturelle (continentaux ou marins), soit proviennent de l'action de l'homme (roches concassées, recyclage). Les granulats siliceux sont essentiellement utilisés pour la construction, le rechargement des plages et la protection des côtes, la poldérisation, les routes et voies ferrées, le drainage. Les usages des granulats siliceux dépendent de leur qualité. Ceux de haute qualité (bien triés et dépourvus de



l'exploitation de gisements d'hydrocarbures, pétrole et gaz offshore⁶⁴ ; sans oublier leur renseignement économique et technologique⁶⁵, permet à Moscou de poursuivre l'objectif de maîtrise au mieux, de l'information stratégique⁶⁶ dans sa quête de puissance ultime. Dès lors, la fonction connaissance et anticipation a une importance particulière pour le Kremlin, parce qu'une capacité d'appréciation autonome des situations est, pour lui, la condition de décisions libres et souveraines⁶⁷. Elle permet l'anticipation stratégique qui éclaire l'action d'où, pour Vladimir Poutine, « Celui qui deviendra leader dans ce domaine dominera le monde⁶⁸ » d'une part et, d'autre part, « Notre souveraineté politique dépendra de notre souveraineté technologique⁶⁹ » mais aussi d'une indépendance dans le renseignement.

B- L'offensive humanitaire

boues) sont utilisés pour les bétons et le revêtement des routes. Ceux de moins bonne qualité sont utilisés pour les fondations, le pavement des routes, des voies ferrées, pour les digues, etc. Les granulats calcaires sont utilisés pour l'amendement des terres agricoles afin de limiter l'acidité des sols, pour le traitement de l'eau et même pour l'alimentation des poules pondeuses. La consommation mondiale de granulats est croissante et atteint des valeurs colossales, environ 15 milliards de tonnes par an. Pour comparaison, les exportations sédimentaires de l'ensemble des fleuves de la planète vers la mer sont évaluées entre 15 et 18 milliards de tonnes par an. Ainsi les granulats représentent la deuxième ressource naturelle la plus consommée (en masse), après l'eau, mais avant le pétrole et le gaz. Voir, E., Chaumillon, « L'exploitation des sables et granulats marins : une menace pour les littoraux ? », www.institut-ocean.org, consulté le 15/02/2019.

⁶³ Les terres rares (qui sont des métaux rares) sont composées de dix-sept éléments à savoir : le lanthane, le prométhium, le thulium, le cérium, le samarium, le dysprosium, l'ytterbium, le praséodyme, l'euporium, l'holmium, le lutécium, le néodyme, le gadolinium et l'erbium. Ces minéraux sont localisés depuis peu dans les fonds océaniques. Voir, Y., Fouquet, « Sulfures polymétalliques hydrothermaux océaniques », in *Les techniques de l'industrie minière*, n° 15, 2002, pp. 51-65.

⁶⁴ Le terme « offshore » signifie « au large des côtes » en anglais. Une exploitation d'hydrocarbures, pétrole et/ou gaz, est donc dite offshore lorsqu'elle se trouve en pleine mer. Elle est opérée à partir de plateformes, fixes ou flottantes ancrées au fond de la mer. Voir, « Pétrole et gaz » sur <https://www.connaissancedesenergies.org/print/fiche-pedagogique/petrole-et-gaz-offshore> consulté le 15/02/2019.

⁶⁵ Le renseignement économique englobe toutes les activités de renseignement liées au domaine économique, financier, commercial, industriel voire scientifique (civil). Voir, A., Fogue Tedom, *Cameroun : sortir le renseignement du maintien de l'ordre politique. En faire un outil stratégique*, Yaoundé, Les Editions du Schabel, 2017, p. 57.

⁶⁶ Voir, F., Douzet, « Chine : cyberstratégie, l'art de la guerre revisité », sur <http://www.diploweb.com/Geostrategie-de-l-internet.html> article consulté le 15/02/2019

⁶⁷ Voir, *Défense et sécurité nationale, Le Livre Blanc* de la France, Edition numérique réalisée par le Ministère de la Défense, 2013, p. 70.

⁶⁸ Voir, E., Paquette, « Intelligence artificielle : la nain européen », *L'Express*, 6 mars 2019, pp. 35-37.

⁶⁹ Voir, B., Mathieu, « Industrie : l'Europe se saborde », *L'Express*, 6 mars 2019, pp. 28-32.



En plus d'une promotion de relations économiques et commerciales, la politique africaine de la Russie comporte un versant motivé par la vulnérabilité sociale : l'appui logistique, pécuniaire et nutritionnel aux réfugiés de conflits sociaux et de guerres asymétriques. Ainsi, le président Poutine a rappelé l'octroi par le gouvernement russe, d'une aide de 5 millions de dollars accordés à plusieurs pays africains en 2011 à travers le Programme alimentaire mondial (PAM)⁷⁰. Outre des équipements militaires, la Russie a apporté une assistance humanitaire importante au Cameroun. En février 2015, ce sont 1900 tonnes d'aide alimentaire qui étaient remis à l'ancien ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, René Emmanuel Sadi par l'ambassadeur de Russie au Cameroun Nicolay Ratsiborinsky⁷¹. Celle-ci comprenait 1500 tonnes de farine et plus de 250 tonnes d'huile de tournesol. Un appui de plus de 3 milliards de Fcfa a aussi été remis au gouvernement, destiné aux quelques 350000 réfugiés que le Cameroun accueille sur son sol, non seulement du fait de la guerre contre la secte islamiste Boko Haram, mais également en raison de l'insécurité dans la région de l'Est née de l'instabilité en République Centrafricaine⁷². On y trouve également des équipements de sauvetage et des machines pour les sapeurs-pompiers, ainsi que des moyens matériels et techniques pour la protection civile⁷³. En Centrafrique, plusieurs dizaines de camions russes sont arrivés en mai 2017 dans les régions de Birao, Ndélé et Bria depuis le Soudan, officiellement pour installer des hôpitaux dans plusieurs localités⁷⁴.

Au-delà de cette dimension supposément philanthropique, et gardant à l'esprit qu'aucun Etat ne saurait omettre de sauvegarder ses intérêts, il y a lieu de penser que cette aide se rapproche davantage d'un acte rationnel, stratégique. Cet appui humanitaire exprime l'habileté et la capacité de la Russie de mobiliser diverses ressources pour contribuer à la réussite de son projet de puissance. Ce soutien de la lutte contre les vulnérabilités africaines favorise l'extension de sa puissance douce, le complément indispensable aux autres instruments de stratégie qui lui permet de transformer l'espace africain au mieux de ses intérêts. Elle est un moyen de promotion des valeurs et des richesses de la culture russe

⁷⁰ Voir, A., Akinocho et L.-N., Kalso, *Op.Cit.*

⁷¹ Voir, J. F., Belibi, « Cameroun-Russie : une relation ancienne et diversifiée », *Cameroon Tribune*, sur www.camer.be article consulté le 16/02/2019

⁷² *Ibid.*

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ Voir, C., Lobe, *Op.Cit.*



fondée sur l'éthique et la valorisation de l'être humain, mais surtout de défense d'enjeux et d'intérêts stratégiques du Kremlin, selon les contextes et les acteurs en présence. En effet, sécurité et conquête des marchés figurent bel et bien parmi les objectifs poursuivis par Moscou en Afrique. Au prix du capital humain saisi comme rationalité stratégique de développement, les vulnérabilités sociales constituent des facteurs de découragement pour les investisseurs⁷⁵, d'où la nécessité de les réduire pour mieux exercer des activités économiques. Ainsi, l'appui humanitaire et logistique apporté en Afrique Centrale ne sont qu'une manœuvre de diversion, preuve de la maturité stratégique qui caractérise les Russes. La vulnérabilité en est manifestement un tremplin et l'attitude du Kremlin n'est qu'un instrument de son projet géostratégique⁷⁶. Plus concrètement, l'objectif est non seulement de détourner l'attention des Africains, mais également celles d'autres puissances, sur les objectifs économiques et stratégiques qu'ils souhaiteraient poursuivre en toile de fond⁷⁷ en posant des actes de bienfaisance qui promeuvent leur visage angélique et de compassion⁷⁸. C'est une instrumentalisation de l'éthique à des fins économiques devant les exigences géopolitiques. En effet, mêler éthique et politique étrangère n'est pas chose aisée⁷⁹. Plutôt qu'une véritable révolution de la politique africaine de Moscou, l'introduction de l'éthique est une astuce cosmétique pour masquer leur stratégie de puissance⁸⁰. L'ajustement de leur politique

⁷⁵ Voir, A., Larson, « Les priorités économiques de la stratégie de sécurité nationale », *Foreign Policy*, 2002, p. 22.

⁷⁶ On peut définir le projet géostratégique, de La Russie en Afrique, comme le quadrillage de du continent en zone d'importance stratégique pour ceux-ci et à un déploiement de forces et de moyens pour le mettre sous contrôle politique, économique, diplomatique et stratégique. Voir, S. Tchokonté, « Le projet géostratégique de la Chine en Afrique », *Géostratégie*, n° 33, 4^e trimestre 2011, p. 121.

⁷⁷ Voir, N., Chomsky, *Dominer le monde ou sauver la planète : l'Amérique en quête d'hégémonie mondiale*, Paris, Fayard, 2004, p. 26.

⁷⁸ Voir, J., Nye, « La puissance américaine et la lutte contre le terrorisme », *Revue de Politique Américaine*, 2005, pp. 16-20.

⁷⁹ Parler d'éthique en politique étrangère revient à introduire, dans les arbitrages du processus décisionnel, des considérations normatives au-delà des seuls intérêts. Or, les cas pratiques les plus récents n'ont pas nécessairement donné de résultats positifs. Jimmy Carter, qui voulait redonner à la politique étrangère américaine une respectabilité morale après le drame vietnamien en cessant de soutenir le régime dictatorial du Shah d'Iran, a contribué ainsi à précipiter la prise de pouvoir de l'Ayatollah Khomeiny en 1979. Tony Blair, en annonçant une nouvelle politique étrangère éthique pour la Grande-Bretagne lors de son arrivée au pouvoir en 1997, a fini par sombrer dans les contre-vérités de l'affaire irakienne après avoir dû, entre autres, assumer quelques pratiques douteuses, comme la vente d'armes à la Sierra Leone. En voulant désigner un « axe du Mal » et promouvoir le Bien, George W. Bush et ses conseillers n'auront semé que désordre, regain du terrorisme international, guerres civiles et antiaméricanisme. Voir, F., Charillon, « L'éthique : le nouveau mot d'ordre de la politique étrangère française ? », *Revue internationale et stratégique* 2007/3 (N° 67), pp. 88-90.

⁸⁰ *Ibid.*



africaine à une approche éthique ou de morale demeure un enjeu géopolitique et participe d'un registre volatile, lié en partie à la versatilité d'une opinion publique internationale et africaine insaisissable sur les thématiques environnementales, culturelles ou autres⁸¹. Elle est une politique de « camouflage » visant à masquer les objectifs de la Realpolitik de Moscou en Afrique Centrale. C'est du réalisme politique que de constater que l'universel est aujourd'hui contrôlé en fonction de l'équilibre des puissances et que la notion de respect des droits de l'Homme s'impose à ceux qui préféreraient utiliser uniquement la puissance pour gérer les relations internationales⁸². Ainsi aujourd'hui, tout Etat stratégiquement émancipé valorise la représentation messianique des valeurs dont il est porteur, et l'imbrique à la protection et la préservation d'intérêts géostratégiques et géoéconomiques, sans respecter les valeurs qui lui seraient étrangères. Dès lors, le respect des droits de l'Homme prôné par Moscou traduit sa volonté de projection et d'affirmation de puissance, car le puissant est celui qui est en position d'affirmer lesdits droits, leur universalisation mais, dans le même temps, contenir ce pouvoir et s'en servir au détriment des autres.

Conclusion

S'arrimant à la dialectique des intelligences, Moscou s'investit dans les affrontements politico-diplomatique et socioéconomique en vigueur entre les acteurs stratégiquement matures en Afrique Centrale. Dans le premier aspect, en s'appuyant sur les principes d'égalité et d'action en cas de menace contre la paix entre Etats sur la scène internationale, la nouvelle coopération russo-africaine se présente comme dénuée de tout esprit de mépris et de condescendance, prouvant la bonne foi de Moscou d'en finir avec les donneurs de leçons occidentaux qui freinent des projets liés au développement en Afrique. Aussi dans un contexte récurrent d'instabilité sécuritaire, la Russie apporte un soutien technologie et militaire aux pays de la région, dans l'objectif de mieux cerner et anticiper les guerres nouvelles auxquelles ils font face. Dans le domaine socioéconomique, Moscou a compris que la faiblesse de l'Afrique réside dans ses infrastructures et que ce déficit

⁸¹ *Ibid.*

⁸² Voir, B., Badie et J.-M., Fardeau, *Op.Cit.*



infrastructurel constitue un frein au développement économique et social du continent, d'où son utilisation comme levier dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de puissance. Aussi, en gagnant des marchés commerciaux et en investissant dans le domaine économique en Afrique Centrale, la Russie renoue avec un statut de puissance internationale en trouvant des ressources rares qu'elle produit peu, et des débouchés pour ses deux grandes industries exportatrices à savoir le nucléaire civil et les industries de Défense. Enfin, en apportant une aide humanitaire aux populations vulnérables, le Kremlin trouve dans cette partie du continent un espace pour se projeter, redorer son blason et renforcer son statut de puissance sur la scène internationale. Dans un monde où on a non pas tant la place qu'on mérite que celle qu'on se donne, il urge pour les Africains, de se doter d'une conscience stratégique, susceptible de leur garantir une autonomie d'action sur la scène internationale, en menant une politique de renseignement et d'influence qui témoigne de leur volonté de disposer d'outils de puissance et de se positionner comme des acteurs avec lesquels il faudra compter d'une part, et, d'autre part, de prétendre à un statut de puissance dans un monde polycentrique en formation.

Références bibliographiques

- 1) « Afrique : la montée en flèche de l'armée russe », *Afrique-Education*, n° 471-472, décembre 2018-janvier 2019, sur <https://www.facebook.com/AfriqueEducation/>
« Afrique : les Russes de retour avec leurs armes, munitions et troupes au sol », sur http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=%20S/2018/729
- 2) Agbobli, C., « La communication internationale : état des lieux et perspectives de recherches pour le XXI^e siècle », *Communiquer*, n° 15, 2005, pp. 65-84.
- 3) Akinocho, A., et Kansa, L.-N., « Russie-Afrique : Moscou, cet ami qui nous veut du bien », *Hebdo*, n° 16, janvier 2018, sur la-une-de-lhebdo/1512-52939-russie-afrique-moscou-cet-ami-qui-nous-veut-du-bien#comments
- 4) « Ambazonie : l'armée camerounaise appelle la Russie à l'aide », sur sputniknews.com
- 5) Badie, B., *Le temps des humiliés : pathologie des relations internationales*, Odile Jacob, 2014, p. 13.
- 6) Badie, B., et Fardeau, J.-M., « La diplomatie des droits de l'Homme », *Revue internationale et stratégique*, 2003/2, n° 50, pp. 13-23.
- 7) Batistella, D., « L'apport de Karl Deutsch à la théorie des relations internationales », *Revue internationale de politique comparée*, 2003/4 (Vol. 10), pp. 567-585.
- 8) Bonvillain, D., « La Russie face à sa défense », Diplôme de l'Institut d'études politiques de Lyon, Séminaire « De la Baltique à la Mer Noire », Université de Lyon 2, 4 septembre 2006, pp. 50-53.



- 9) Belibi, J. F., « Cameroun-Russie : une relation ancienne et diversifiée », *Cameroon Tribune*, article consulté le 16/02/2019 sur www.camer.be
- 10) Cardot, P., « De la définition et de la défense des intérêts nationaux (première partie) », in *Regards Citoyen*, <http://regards-citoyens.over-blog.com/article-de-l-interet-national-109057769.html>
- 11) *Concept de la Sécurité nationale de la Fédération de Russie*, Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie, sur www.google.com
- 12) Douzet, F., « Chine : cyberstratégie, l'art de la guerre revisité », sur <http://www.diploweb.com/Geostrategie-de-l-internet.html>
- 13) Facon, I., « La nouvelle stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie (Présentation analytique) », *Fondation pour la Recherche Stratégique*, note n° 05/2016, 10 février 2016, p. 3.
- 14) Krutikov, E., « La Russie pousse l'Occident hors de l'Afrique sans combat », sur <https://russia-insider.com/en/politics/russia-squeezing-west-africa-withoutfight/ri23949>
- 15) Lobez, C., « Retour de la Russie en RCA : entre multiples intérêts et lutte d'influence », sur <http://les-yeux-dumonde.fr/actualite/actualite-analysee/33619-russie-livre-t-armes-gouvernement-centrafricain>
- 16) Lorot, P., « De la géopolitique à la géoéconomie. La géoéconomie, nouvelle grammaire des rivalités internationales », *Géoéconomie, Revue trimestrielle, Été 2009, Les Conflits de la mondialisation*, numéro anniversaire, pp. 9-18.
- 17) Mvomo Ela, W., « Le concept de « mise en valeur » dans la politique de développement colonial de la France : cas du Cameroun », in Pondi, J.-E., (dir.), *Repenser le développement à partir de l'Afrique*, Afrédit, Africaine d'Édition, Yaoundé, mai 2011, p. 314.
- 18) Njilo, A., « Cameroun-Russie : Poutine sur le double tableau pétrole et gaz », sur <http://www.camerounliberty.com>
- 19) Njilo, A., « La Russie poursuit son offensive au Cameroun », article sur <http://www.camerounliberty.com>
- 20) Noah Edzambi, F. X., « La défense populaire et la lutte contre les nouvelles menaces au Cameroun : contribution à la formation d'une culture stratégique et à l'étude d'une logique sécuritaire globale après 2001 », Thèse de Doctorat en science politique, option Stratégie-Défense, Université de Yaoundé II, en attente de soutenance.
- 21) Noah Edzambi, F. X., « La maturité stratégique comme élément d'affirmation d'un Etat sur la scène internationale : l'exemple du Royaume du Maroc », *Espace géographique et société marocaine*, n° 19, 2017, pp. 100-111.
- 22) Noah Edzambi, F. X., « Le déficit de l'UA dans le domaine du renseignement comme frein à son projet de renaissance à l'horizon 2063 », *Dialectique des intelligences*, n° 004, 2017, pp. 167-198.
- 23) Nocetti, J., « Russie : le web réinvente-t-il la politique ? », *Politique étrangère*, 2012/2, p. 278.
- 24) Nocetti, J., « Internet, gouvernance et démocratie », *Politique étrangère*, vol. 4, sur www.ifri.com
- 25) Tchetchoua Tchokonté, S., « Enjeux et jeux pétroliers en Afrique : étude de l'offensive chinoise dans le Golfe de Guinée », Master II en Science Politique, option Relations Internationales, Université de Yaoundé II, 2008, p. 58.



- 26) Tilouine J., et De Gandt, O., « Diplomatie et gouvernance numérique : le laboratoire américain », *La gouvernance en révolution(s)*, 2012, pp. 174-180.
- 27) Verluise, P., « Géopolitique-La puissance : quels sont ses fondamentaux ? », le 10 novembre 2013, consulté sur le 18/06/2018 <http://www.diploweb.com/Gepolitique-La-puissance.html>
- 28) Victor, J., Carolina, D.-S., « L'intérêt national-facteur déterminant des priorités stratégiques de la République de Moldova », *Studii Europene* (2014), 2, pp. 105-121, http://www.ssoar.info/ssoar/bitstream/handle/document/41894/ssoar-studeuropene-2014-2-2juc_et_al-Linternet_national_facteur_determinant.pfd?sequence
- 29) Villar, C., *Le discours diplomatique*, Paris, L'Harmattan, Collection « Pouvoirs comparés », 2008, p. 52.
- 30) Weber, M., *Le Savant et le politique*, Plon/Union générale d'édition, Paris, 1987, p. 165.
- 31)

La Russie dans le « Grand jeu » en Afrique Centrale : entre continuités et ruptures stratégiques

Fabrice Noah Noah⁸³

Résumé :

La nouvelle politique étrangère de la Russie accorde un intérêt particulier à la reconquête de l'espace africain. Motivée par le désir de revêtir les attributs de puissance globale, la Russie s'engage sur le théâtre africain avec l'intention d'y contester l'hégémonie occidentale. L'offensive qu'elle mène en Afrique Centrale s'inspire autant de l'héritage soviétique que d'une philosophie de la puissance fondée sur le contrôle des pivots géopolitiques. La lecture géopolitique des territoires que réalise la Russie lui permet de maximiser ses gains malgré la relative modestie de ses moyens. Elle peut alors user, alternativement, du multilatéralisme et de la coopération bilatérale comme outils de conquête. Pourtant, d'importants défauts structurels font planer des menaces sur le projet de puissance de la Russie. L'absence d'une capacité géopolitique conséquente et la contre-offensive des puissances traditionnelles, dont la France, représentent alors les principaux obstacles aux ambitions africaines de la Russie.

Mots clés : « Grand jeu », Afrique Centrale, certitudes géopolitiques, la nouvelle politique étrangère de la Russie, contrôle de l'espace.

Abstract:

⁸³ Docteur en Science Politique de l'Université de Yaoundé II, Chercheur au Centre Africain d'Etudes stratégiques pour la promotion de la Paix et du Développement (CAPED) et Ancien Consultant à The African Minerals Development Centre (AMDC).



Russia's new foreign policy pays particular attention to the reconquest of the African space. Motivated by the desire to be considered as a global power, Russia engages in Africa aiming to challenge Western hegemony. Thus, her offensive in Central Africa draws as much from the Soviet heritage as from a philosophy of power based on the control of geopolitical pivots. The good geopolitical analysis of the territories realized by Russia allows her to maximize benefits despite the modesty of her capabilities. Then, she can use, alternatively, multilateralism and bilateral cooperation as tools of conquest. However, important structural weaknesses undermine the Russian's power politics. The absence of consistent geopolitical capacities and the counteroffensive of the traditional powers, including France, represent major threats to the African ambitions of Russia.

Key words: *The Great Game, Central Africa, geopolitical certainties, Russia's new foreign policy, space control.*

Introduction

« *Russia is back !* »⁸⁴, telle pourrait être l'exclamation de tout observateur face au renouveau de la politique internationale russe depuis le début des années 2000. S'il coïncide avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, le retour de la Russie au cœur de la politique mondiale s'explique également par la « construction d'un discours d'aspiration à la puissance »⁸⁵ qui s'oppose à l'unilatéralisme occidental tout en précisant les appétences géopolitiques du pays⁸⁶. La « nouvelle » politique étrangère de la Russie vise principalement à sortir le pays du piège du *containment* régional tendu par ses adversaires. Elle ambitionne également de fournir à la Russie les moyens nécessaires au contrôle d'espaces pivots et la capacité d'influencer durablement la géopolitique des ressources. Le repositionnement de la Russie au Moyen-Orient, notamment à travers le conflit syrien, le maintien d'une zone d'influence dans son « étranger proche »⁸⁷, et l'expansionnisme russe à l'occasion de la crise ukrainienne sont quelques aspects de cette politique étrangère assurément offensive.

⁸⁴- « La Russie est de retour ».

⁸⁵-Kevin Limonier, « Analyse géopolitique des enjeux d'une politique de puissance : le cas de la science et de l'innovation en Russie », *Hérodote*, n° 146-147, 3e trimestre 2012, p. 195.

⁸⁶-Voir Nina Bachkatov, *Poutine. L'homme que l'occident aime haïr*, Jourdan, Bruxelles-Paris, 2018, 199 p.

⁸⁷-Le concept d'« étranger proche » (*blijnéié zaroubiéjé*, en Russe) désigne les quatorze autres ex-républiques soviétiques. Elles sont situées au cœur de l'espace vital de la Russie ; ce qui explique la politique étrangère



La conquête de l'Afrique, et plus précisément de l'Afrique Centrale, s'inscrit dans la volonté de la Russie de contrôler des espaces pivots. Obligée de quitter l'Afrique au début des années 1990, la Russie revient avec une conscience claire des enjeux, mais aussi des défis, d'une présence « active » sur le continent. L'offensive qu'elle y mène est alors faite de discrétion mais aussi d'un certain souci d'efficacité. Ceci, à cause de la lucidité qu'a la Russie de la faiblesse de l'infrastructure géopolitique dont elle dispose dans la région. Cette lucidité explique son intérêt pour des opérations qui requièrent peu de moyens financiers, de faibles ressources en hommes et davantage de ruse. Elle se manifeste également par la réactivation des rapports privilégiés de l'ex-URSS avec certains pays africains et par la priorité accordée à tous les espaces de coopération multilatérale pouvant servir son projet de puissance.

L'offensive de la Russie en Afrique Centrale a ouvert la voie à un « Grand Jeu »⁸⁸ impliquant toutes les grandes puissances présentes dans la région. Principalement, à cause de l'importance qu'y revêtent la maîtrise et le contrôle de l'espace. En effet, la faible maîtrise de l'espace, aussi bien continental que maritime, suscite l'appétit des puissances qui, par des moyens variés, essayent de s'imposer en partenaires indispensables du développement ou de la sécurité. Elles bénéficient ainsi d'une marge de manœuvre suffisante pour contrôler des pans entiers de la production minière locale par le jeu des relations complexes qu'elles entretiennent avec l'élite politique au pouvoir⁸⁹. La Russie compte s'imposer dans une Afrique Centrale convoitée en s'appuyant sur l'héritage soviétique autant que sur la volonté des régimes politiques de trouver des ressorts alternatifs de légitimité et de puissance face à la détérioration de leurs rapports avec l'occident⁹⁰. L'objectif de cet article est d'analyser la trajectoire et les perspectives de l'offensive de la Russie en Afrique Centrale. Il s'agit, plus

particulièrement offensive et paternaliste qu'elle y mène, Cf. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/etranger-proche-et-cei>.

⁸⁸- Le « Grand Jeu » se réfère historiquement à la rivalité russo-britannique en Asie centrale pendant le XIXe. Voir : Georgiy Voloshin, « Le nouveau Grand Jeu en Asie centrale : analyse des jeux de puissance et des stratégies géopolitiques sur l'exemple du Kazakhstan », mémoire de Master en Administration Publique, ENA, 2012, p.3

⁸⁹-Lire à cet effet : Noah Noah Fabrice « Industries extractives et gouvernement perpétuel en Afrique Centrale », *Dialectique des intelligences*, n°2, second semestre 2016, pp.77-86.

⁹⁰-Plusieurs régimes politiques de la sous-région sont concernés par les scandales des biens mal acquis ayant abouti, pour certains, à l'ouverture de procès auprès de juridictions françaises et internationales. L'offensive menée par des ONG occidentales, dans la perspective de dénoncer la mauvaise gestion de la rente des matières premières, a abouti à au relatif isolement des régimes équato-guinéen, congolais et gabonais obligés de trouver des alternatives crédibles à leurs partenaires traditionnels.



précisément, d'interroger les moyens que se donne « l'empire des tsars » dans la reconquête de son statut de puissance globale à partir de l'Afrique. Nous utiliserons, à cet effet, l'analyse géopolitique afin de saisir l'espace considéré comme un enjeu⁹¹. Ainsi, nous présenterons, tout d'abord, la stratégie russe axée sur la conquête d'espaces à fort intérêt géopolitique (I), avant d'analyser les principaux obstacles au projet de puissance russe en Afrique Centrale (II).

I- La conquête d'espaces stratégiques au cœur de l'offensive russe en Afrique Centrale

La contestation des hiérarchies géopolitiques est un aspect déterminant de la percée russe en Afrique Centrale. Absente de la région pendant de longues années, la Russie ne semble pas s'accommoder de l'existence d'une zone d'influence française qui résulte d'un « Yalta des territoires africains »⁹² avec les Etats-Unis. Sa conquête d'espaces à fort potentiel stratégique traduit alors sa volonté de bouleverser autant les certitudes que les continuités géographiques créées par la pression continue des puissances traditionnelles sur les routes minières et énergétiques régionales. Le contrôle des pivots géopolitiques et l'instrumentalisation du multilatéralisme apparaissent comme les deux aspects de la stratégie russe de conquête de l'espace africain.

A. Le contrôle des pivots géopolitiques comme préalable à la reconfiguration des zones d'influence en Afrique Centrale

L'offensive de la Russie en Afrique Centrale s'intéresse, en priorité, aux pivots géopolitiques au sens de Zbigniew Brzezinski.⁹³ Considérant l'importance desdits territoires pour la stabilité de l'Afrique Centrale, et les intérêts français et américains dans la région, la Russie estime leur contrôle nécessaire au démantèlement de l'empire occidental. La vulnérabilité des positions concernées, doublée de leur situation stratégique sur les routes minières, renforce

⁹¹-Rosière Stéphane, « Géographie politique, géopolitique et géostratégie : distinctions opératoires », *L'information géographique*, volume 65, n°1, 2001, p. 37.

⁹²-La Conférence de Yalta s'est tenue du 4 au 11 février 1945 entre les puissances alliées avec pour principal objectif de réfléchir à l'après-seconde-guerre mondiale. Une des principales résolutions de cette conférence c'est la division de l'Allemagne et de Berlin en 4 zones d'occupations russe, américaine, britannique et française. L'évocation d'un « Yalta des territoires africains » fait référence à l'entente entre les Etats-Unis et la France ayant abouti au renforcement de l'idée d'un « pré-carré » africain de la France dans lequel leur allié n'a que peu d'ambitions géopolitiques.

⁹³-Cf. Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier*, Bayard éditions, 1997, p.68.



leur intérêt pour la Russie. Celle-ci semble particulièrement attirée par la permanence de zones grises sur une partie des territoires convoités, dans la mesure où elles servent l'action discrète de la Russie. Sa démarche se décline alors en la prise de contrôle progressive de secteurs où l'Etat n'a plus pied. Deux pays semblent prioritaires dans le projet de la Russie : la Centrafrique et la République Démocratique du Congo (RDC).

La Centrafrique apparaît comme le symbole du retour de la Russie dans le « Grand Jeu » en Afrique Centrale. Minée par une instabilité politique chronique, le pays est occupé, en partie, par des milices qui contrôlent plus de 80% du territoire⁹⁴ et, par le fait même, le circuit de production de certaines ressources⁹⁵. Cet état de quasi-faillite a favorisé la percée de la Russie qui a su profiter de l'échec de la MINUSCA, et du départ des troupes de la force *Sangaris* en 2016. Depuis lors, elle entretient des relations privilégiées avec le régime centrafricain comme en témoignent la signature d'un accord de défense et l'envoi de 175 conseillers militaires russes dans le pays⁹⁶. La relation étroite entre la coopération sécuritaire et l'exploitation des ressources minières, dans le cas spécifique de la RCA, mérite d'être précisée⁹⁷. Si elle est coutumière du fait géopolitique en Afrique, cette « contiguïté opérationnelle » reste cohérente avec la stratégie russe qui consiste à gagner plus avec peu de moyens. La pleine conscience de la modestie de l'infrastructure géopolitique russe sur place oblige à une gestion rationnelle des moyens disponibles. Il demeure que l'exploitation des ressources par des compagnies proches de l'armée reste une stratégie ad hoc dictée par le contexte sécuritaire du pays. Une meilleure prise sur l'espace centrafricain permettrait, assurément, de passer à une diplomatie économique plus offensive comme le souhaitent les entreprises russes⁹⁸.

L'entregent de la Russie lui a également permis de renforcer sa coopération militaire avec la RDC. Elle a pu, ainsi, réactiver une convention bilatérale, signée en 1999 et jamais appliquée, prévoyant des livraisons d'armes ainsi que des missions de conseil et de formation de

⁹⁴-François Christophe, « La crise centrafricaine, révélateur des nouvelles ambitions africaines de la Russie », Fondation pour la Recherche stratégique, *Note n° 13/18*, Juillet 2018.

⁹⁵- Clément Lobe, « Retour de la Russie en RCA : entre multiples intérêts et lutte d'influence », Grip, Août 2018.

⁹⁶-Jacques Hubert-Rodier, « Le grand retour de la Russie en Afrique », Les échos, Août 2018.

⁹⁷-Voir François Christophe, *Op.cit.*, p.4.

⁹⁸- Philippe Randrianarimanana, « les russes veulent reconquérir l'Afrique », Slate Afrique, 2011.



spécialistes⁹⁹. Le soutien de la Russie à la RDC se fait sous forme de « package » comprenant, outre la livraison de matériels militaires, l'envoi d'instructeurs civils et militaires ainsi que l'accès au réseau des autres partenaires de la Russie sur le continent¹⁰⁰. La volonté de la Russie de profiter pleinement de la méfiance du pouvoir congolais vis-à-vis de l'occident a également abouti, comme en RCA, à l'exportation de son expertise militaire jusqu'à la garde présidentielle¹⁰¹. Si les facteurs militaire et diplomatique semblent être au cœur de l'offensive russe en RDC, ils n'en éludent pas l'aspect économique, voire géoéconomique. En effet, le retour de la Russie dans le pays coïncide, fort opportunément, avec le refroidissement des relations entre le régime congolais et ses partenaires du fait de la modification des règles du jeu minier¹⁰². Le renforcement des routes minières du Congo vers la Russie semble alors fort plausible malgré le départ de Joseph Kabila du pouvoir le 24 janvier 2019.

L'action de la Russie en Centrafrique et en RDC doit être comprise dans sa volonté de contester la zone d'influence de la France en Afrique Centrale et de l'Ouest et, par le fait même, les intérêts américains dans la région. L'axe Soudan-Centrafrique-RDC créé par l'offensive russe apparaît comme une menace au projet de puissance français. C'est ce qui explique l'embarras de la France face à la fulgurance et l'efficacité de l'action de la Russie en Centrafrique¹⁰³. L'hostilité occidentale vis-à-vis de l'action russe pourrait renforcer l'alliance entre la Chine et la Russie fondée sur la défiance à l'infrastructure géopolitique occidentale en Afrique Centrale. Ladite alliance pourrait alors aboutir, à terme, à l'étirement de l'Afrique Centrale vers l'est du continent¹⁰⁴ plus favorable à la Russie. Le continuum géopolitique que souhaite créer la Russie aux portes du pré-carré de la France constitue, nécessairement, une menace à la pérennité des intérêts occidentaux dans la région.

⁹⁹ -Pascal Priestley, « Du Congo à l'Egypte, du Nord au Sud, le retour de la Russie en Afrique », article publié le 31 mai 2018 sur www.tv5monde.com.

¹⁰⁰ -Colette Braeckman, « Russie... et Chine au Congo (RDC) », publié le 29 juin 2018 sur www.cadtm.org.

¹⁰¹ -Manya Riche, « RDC : La mécanique des fluides Reconfigurations politiques à la veille des élections de 2016 », *Note de l'Ifri*, Novembre 2015, p.17.

¹⁰² -Amine Ater, « RDC : le torchon brûle entre le gouvernement et les opérateurs miniers », publié le 12 décembre 2017 sur Afrique.latribune.fr. Consulté le 29 Avril 2019.

¹⁰³ -Malik Acher, « Coopération russo-centrafricaine : quand la France s'arroge un droit de regard », article publié sur français.rt.com, le 20 novembre 2018.

¹⁰⁴ -L'histoire coloniale de la France en Afrique explique l'étirement de l'Afrique Centrale vers l'Ouest. La profonde influence de la France dans les deux régions, autant que la proximité géographique, linguistique et culturelle entre les pays, créé des préoccupations communes. L'implantation durable de la Russie dans la région pourrait inverser cette réalité.



La nouvelle politique étrangère de la Russie bénéficie de l'image positive de l'ex-URSS considérée comme un allié majeur des mouvements de libération en Afrique. Cette proximité avec les causes africaines a participé à l'émergence d'une clientèle socialiste, au sein de l'élite gouvernante d'alors, utile au renforcement de la coopération militaire et économique. Même si son action est aujourd'hui plus pragmatique, la Russie post-soviétique reste attachée aux partenaires d'hier comme l'atteste sa participation à la conception et au lancement d'ANGOSAT, le premier satellite de communication angolais¹⁰⁵. La Russie est également active dans le domaine de l'énergie et dans la vente d'armes en l'Angola ; mais aussi au Congo Brazzaville¹⁰⁶. Ainsi, les routes qu'emprunte la « nouvelle » diplomatie russe, en Afrique Centrale comme ailleurs sur le continent, correspondent bien souvent à celles que prit la propagande communiste.

B- Le rôle du Conseil de sécurité et des BRICS dans la stratégie de puissance de la Russie postsoviétique

L'offensive de la Russie en Centrafrique reste, incontestablement, l'expression la plus aboutie de son « désir de puissance ». La fulgurance avec laquelle s'est faite la conquête du théâtre centrafricain, dans un contexte de compétition géopolitique exacerbée, précise les ambitions africaines de la Russie. La pleine conscience des limites de son infrastructure géopolitique l'oblige pourtant à s'appuyer sur des instruments multilatéraux dans sa quête de la puissance ultime à partir de l'Afrique. L'usage stratégique du multilatéralisme dans le « Grand Jeu » en Afrique Centrale apparaît alors comme l'expression de la gestion rationnelle des moyens disponibles qui est un pilier du projet de puissance russe. Le statut de la Russie au sein des Nations Unies est une ressource stratégique dont elle fait usage dans ses relations économiques avec ses alliés africains. Faire affaire avec la Russie, ou des sociétés proches du pouvoir, offre l'assurance d'une protection au sein du Conseil de sécurité. Cela semble expliquer les relations complexes qu'entretient l'entreprise *Gunvor*, spécialisée dans le négoce de pétrole, avec le gouvernement du Congo Brazzaville¹⁰⁷. Déterminée à diversifier ses

¹⁰⁵- Alexandra Arkhangelskaya, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », *Afrique Contemporaine*, Vol. 4 n° 248, 2013, p.71.

¹⁰⁶-Jean-Robert Jouanny, *Op.cit.*, p.14 et Public Eyes, *Gunvor au Congo. Pétrole, cash et détournements : les aventures d'un négociant Suisse à Brazzaville*, Septembre 2017.

¹⁰⁷-Public Eyes, *Op.cit.*, p.21.



partenaires, alors que les scandales liés à l'enrichissement illicite se multiplient, le régime de Brazzaville trouve en la Russie l'allié discret et le partenaire tant souhaité¹⁰⁸.

Le Conseil de sécurité offre à la Russie un tremplin dans sa reconquête de l'espace africain en tant qu'objet de convoitises. Son statut de membre permanent lui donne une marge de manœuvre suffisante pour influencer la marche du monde et rallier à sa cause des pays qui voient en lui un allié de revers potentiel face à l'occident. La Russie profite ainsi de sa position pour mettre en œuvre une politique de puissance au service de la paix dans le monde. C'est ainsi qu'elle a contribué au renouvellement des missions de la MINUSCA sans mobiliser de troupes¹⁰⁹. Si ce soutien à la MINUSCA semble en contradiction avec la politique décomplexée qu'elle mène sur le terrain, l'abstention de la Russie lors du vote de la résolution 2448, vise alors à donner la flexibilité nécessaire à sa politique étrangère. Elle peut ainsi revendiquer une contribution effective au maintien de la paix tout en se posant en alternative nécessaire à une opération onusienne jugée inefficace. L'engagement de la Russie au maintien de la paix en Afrique Centrale passe également par la RDC où elle a déployé des troupes en 2011¹¹⁰. Son intervention dans la région coïncide ainsi avec son projet de ceinture géopolitique aux abords de la zone d'influence de la France.

La Russie profite également du mandat du Conseil de sécurité pour renforcer sa coopération militaire avec divers pays du continent. La permanence des crises sécuritaires constitue ainsi une opportunité dont se saisie la Russie dans sa reconquête de l'espace africain. C'est ainsi qu'elle a effectué des livraisons d'armes à la Centrafrique, pourtant sous embargo en 2008, avec l'assentiment du Conseil de sécurité¹¹¹. La Russie a également assuré la formation de 1300 soldats de l'armée centrafricaine et de près de 160 policiers, provenant de 18 pays africains, au maintien de la paix¹¹². La coopération en matière de défense représente une ressource géopolitique majeure pour la Russie dans le contexte de rivalité qui caractérise

¹⁰⁸- La protection russe trouve un écho dans le soutien que lui manifestent les pays africains à l'Assemblée générale des Nations Unies. Ainsi, la Russie a pu bénéficier de l'abstention de 25 pays africains à l'occasion du vote de la résolution 68/262 du 27 mars 2014 condamnant le rattachement de la Crimée à la Russie. Cf. Jean-Robert Jouanny, *Op.cit.*

¹⁰⁹-Cf. « Le Conseil de sécurité accorde un « renouvellement technique » d'un mois à la MINUSCA », article publié le 15 novembre 2018 sur : <https://minusca.unmissions.org>. Consulté le 15 avril 2019.

¹¹⁰- Alexandra Arkhangelskaya, *Op.cit.*, p.69.

¹¹¹-François Christophe, *Op.cit.*, p.2.

¹¹²- Alexandra Arkhangelskaya, *Op.cit.* et François Christophe, *Op.cit.*



l'Afrique Centrale. Son action en soutien au rétablissement de la paix donne un visage « acceptable » à son projet de puissance souvent décrié par ses adversaires. Elle lui permet, par ailleurs, de maintenir une présence active dans une région où les autres puissances disposent déjà d'un dispositif stratégique et sécuritaire important.

La Russie bénéficie également d'un instrument géopolitique majeur dans les BRICS. Constitué de marchés émergents à fort potentiel de croissance¹¹³, les BRICS représentent le pôle de puissance concurrentiel, par excellence, face aux « ténors » de l'OCDE¹¹⁴. Le poids démographique autant qu'économique des BRICS, ainsi que le caractère rationnel, coordonné et offensif de leurs interventions en fait un acteur majeur de la coopération internationale en tant qu'outil géopolitique. Il apparaît, de ce fait, comme une alternative au multilatéralisme traditionnel dominé par les puissances occidentales. C'est en ce sens que la « politique » des BRICS constitue une opportunité stratégique pour la Russie. La perception favorable qu'ont les pays africains de cette politique sert les intérêts de la Russie déterminée à contester les positions occidentales en Afrique. Pour elle, les BRICS représentent une passerelle pour le renforcement de la coopération avec l'Afrique, et donc avec l'Afrique Centrale, théâtre majeur de la géopolitique des ressources.

La nécessité pour la Russie d'influencer la géopolitique des ressources, au plan mondial, l'oblige à s'installer autour des routes minières d'Afrique Centrale. Or, la forte concurrence pour le contrôle desdites routes rend nécessaire une approche multilatérale susceptible, à la fois, d'harmoniser la stratégie, de réduire les coûts et de donner à l'intervention la rationalité nécessaire à son efficacité. Si la Russie ne dispose pas, contrairement à ses concurrents, d'une structure multilatérale éprouvée¹¹⁵, elle peut se servir de la stratégie générale des BRICS dans son offensive dans la région. Le soutien qu'elle apporte à l'élargissement de la coopération des BRICS à l'Union Africaine, mais surtout aux organisations régionales africaines, apparaît comme une tentative de compenser l'absence de structure de coopération multilatérale russe. Les relations entre les BRICS et l'Afrique représentent ainsi une opportunité dont peut se servir la Russie dans son projet de reconquête de l'espace africain. Elles restent pourtant

¹¹³-Fodé Saliou Touré, *La coopération de l'Afrique avec les pays « BRICS », une troisième voie pour le développement de l'Afrique ?* Maîtrise de Science Politique, Université du Québec à Montréal, 2013, p.1.

¹¹⁴-États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni et Italie.

¹¹⁵-L'accord de Lomé, progressivement remplacé par les accords de partenariat économique, et les Sommets France-Afrique pour la France, l'AGOA et les Sommets États-Unis-Afrique pour les États-Unis.



insuffisantes au regard des ambitions de puissance de la Russie et des moyens dont disposent ses adversaires.

II- Les obstacles aux ambitions de puissance de la Russie en Afrique Centrale

L'analyse de l'offensive de la Russie en Afrique Centrale permet d'en saisir la complexité. Déterminée à contester les zones d'influence des puissances présentes dans la région, la Russie développe une politique africaine offensive mais discrète. Elle s'appuie, pour cela, sur l'héritage de l'empire soviétique et sur une lecture géopolitique des territoires efficace qui lui permet d'obtenir un effet maximal avec des investissements modestes. Il reste que la contre-offensive de la France et d'importantes limites structurelles constituent les principaux obstacles au projet de puissance de la Russie.

A. La France et la question de la stabilité des régimes politiques alliés en Afrique Centrale

La nouvelle politique africaine de la Russie représente, incontestablement, une menace pour les intérêts de la France en Afrique Centrale. Le « désir de puissance » qui l'inspire, et la détermination de la Russie à contester les certitudes géopolitiques dans la région, apparaissent comme autant de menaces au projet de puissance français. L'offensive de la Russie en Afrique Centrale se fait nécessairement au détriment de la stabilité des positions françaises. La pleine conscience du « péril russe » explique la réponse énergique de la France aux brèches créées dans son infrastructure géopolitique. Ainsi, la promesse du versement d'une aide de 24 millions d'euros et la livraison d'armes à la Centrafrique, faite par le ministre des Affaires étrangères français Jean Yves le Drian en novembre 2018¹¹⁶, apparaît comme une tentative de reprise en main. De même, l'intervention de l'aviation française contre des rebelles tchadiens, en février 2019, doit être mise en rapport avec le cas centrafricain dans la mesure où, contrairement à 2006 et 2008, le soutien français au régime d'Idriss Deby a été plus « légal, voyant et totalement assumé »¹¹⁷. Il s'agit, pour la France, de préserver un allié affaibli par les conséquences de la crise pétrolière ; et donc la chute pourrait servir de prétexte, comme en RCA, à l'installation de ses adversaires.

¹¹⁶-Voir : « En Centrafrique, la riposte de la France face à la Russie », article publié le 5 novembre 2018 sur courrierinternational.com. Consulté le 10 avril 2019.

¹¹⁷-Christophe Châtelot et Nathalie Guibert, « Tchad : la France vole au secours d'Idriss Déby en bombardant des rebelles », publié le 7 février 2019 sur lemonde.fr. Consulté le 10 avril 2019.e



La France s'active également dans le renforcement de sa coopération militaire avec les pays d'Afrique Centrale. Consciente qu'il s'agit d'un volet important des rapports de la Russie avec ses partenaires de la région, la France s'assure de disposer d'une marge de manœuvre suffisante dans la gestion des questions sécuritaires. Son engagement dans la lutte contre Boko Haram, à laquelle participe également les Etats-Unis, lui donne alors une influence certaine sur les politiques de défense des pays de la région ; mais aussi de s'assurer une part de marché dans le commerce des armes. Elle peut ainsi freiner l'avancée de Moscou, décidé à reconquérir sa place d'acteur majeur de ce segment sur le continent. La France trouve dans la faible autonomie de ses partenaires l'opportunité de renforcer sa présence dans la région et, par le fait même, d'affirmer sa stratégie de maîtrise de l'espace mise à mal par le cas centrafricain.

La préservation de la zone d'influence de la France en Afrique Centrale passe également par la stabilité de ses intérêts au Cameroun. L'impasse politique et sécuritaire que connaît le pays, depuis quelques années, fragilise le statut de partenaire nécessaire acquis par le régime au fil de son exceptionnelle durée¹¹⁸. Pourtant, la France reste attachée au maintien du régime au pouvoir ; convaincue que la stabilité de ses intérêts en dépend. La question centrafricaine a renforcé la crainte de la France de se voir supplanter par les grands émergents. Le soutien de la France à son partenaire vise alors à éviter la reproduction du cas centrafricain dans un contexte où la Chine et la Russie font figures d'alliés de revers potentiels. De même, la contestation du processus électoral en RDC s'explique également par la volonté de la France de réduire l'influence des grands émergents dans le pays. Le contrôle des ressources stratégiques constitue une raison suffisante, pour la France, d'exercer une pression sur le régime congolais pour des motifs démocratiques.

¹¹⁸-La situation géographique du Cameroun au cœur du golfe de Guinée lui a permis de jouer un rôle économique, politique et sécuritaire majeur dans la sous-région. Le régime politique au pouvoir a ainsi réussi à se servir du statut de pivot géopolitique du Cameroun pour se constituer en partenaire nécessaire des puissances occidentales. Cela explique, en partie, la longévité au pouvoir de Paul Biya malgré les nombreux moments de quasi-rupture qu'a connu son long règne à la tête du pays. Or, les nombreuses atteintes aux droits de l'homme et l'enlisement de la crise dans les régions anglophones ont considérablement fragilisé le régime. Les multiples sorties d'officiels américains très critiques sur la gestion du Cameroun, tout comme la réaction du parlement européen et de nombreux représentants occidentaux auprès du Conseil de Sécurité sur la crise anglophone apparaissent comme les signes les plus visibles de la fragilisation du pouvoir de Yaoundé.



B. L'impact des limites structurelles du projet de puissance russe sur l'équilibre du « Grand Jeu »

L'analyse de l'offensive de la Russie en Afrique Centrale renseigne sur les ambitions géopolitiques qui l'inspirent. La méthode, les positions visées et la relative efficacité qui la caractérisent sont autant de preuves que la Russie s' imagine un destin africain. L'absence d'une infrastructure géopolitique russe, dans la région, constitue pourtant un obstacle majeur. En effet, contrairement à ses adversaires, la Russie ne dispose pas d'une agence de développement solidement installée en Afrique Centrale. Il lui est ainsi difficile d'apporter le soutien politique nécessaire à ses entreprises et d'influencer les politiques locales en matière de développement. La faiblesse des moyens dont dispose la Russie rend hypothétique toute tentative visant à contrer les manœuvres de la Chine ou des Etats-Unis dont les banques dédiées au commerce extérieur soutiennent le projet de puissance dans la région¹¹⁹. Si le cas centrafricain a démontré qu'une démarche d'opportunité vaut autant qu'une diplomatie économique dynamique, il demeure improbable que la Russie reconfigure l'espace africain sans ressources financières conséquentes.

Les ambitions africaines de la Russie pourraient également pâtir de l'absence d'une plateforme de coopération bilatérale avec les pays africains. L'intérêt géopolitique d'une telle plateforme réside dans sa capacité de reconfigurer les espaces et de favoriser une gestion rationnelle des moyens disponibles. La vitalité de plateformes de coopération concurrentes, telles que l'AGOA et les ACP-APE, rend inconséquente toute stratégie ad hoc. Il devient alors impératif pour la Russie de développer une stratégie multilatérale authentique en complément de celle des BRICS. Par ailleurs, la volonté de la Russie de contester les hiérarchies géopolitiques dans la région est obérée par une diplomatie trop discrète. L'absence d'une diplomatie de présence réduit la capacité de la Russie d'apparaître comme un allié crédible. Elle constitue une faiblesse rédhibitoire face à la France dont l'activisme continue de rassurer les régimes politiques de la région.

¹¹⁹-La China Exim Bank s'illustre en Afrique Centrale à travers le financement de nombreux projets stratégiques tels que la première phase et l'extension du Port de Kribi au Cameroun (respectivement 429 et 674,5 millions de dollars) et la réalisation de la Centrale électrique de Zongo II en RDC (360 millions de dollars), La US Exim Bank a participé, quant à elle, au financement du pipeline Tchad-Cameroun à hauteur de 300 millions de dollars.



Conclusion :

L'objectif principal de cet article était d'analyser la trajectoire et les perspectives du projet de puissance de la Russie en Afrique Centrale. L'observation de la nouvelle politique africaine, qui inspire l'offensive russe en Afrique Centrale, a permis de constater que la contestation des certitudes géopolitiques en est un des principaux piliers. Elle s'attaque ainsi, en priorité, aux intérêts de la France comme en témoigne le cas centrafricain. Loin d'être le caprice d'une puissance vieillissante, nostalgique d'une gloire à laquelle elle ne pourrait plus prétendre, l'offensive de la Russie en RCA témoigne d'un « désir de puissance » profond. Son engagement dans le « Grand Jeu » en Afrique Centrale doit être mis en rapport avec sa volonté de reconquérir le statut de puissance globale. Elle peut bénéficier, pour cela, de l'héritage de son passé de partenaire économique de premier plan du continent. La dette de nombreux pays africains envers la Russie, évaluée à des dizaines de milliards de dollars¹²⁰, pourrait ainsi servir de fonds d'investissement destinés à renforcer l'axe Moscou-Afrique. Il apparaît alors évident que la Russie dispose, malgré quelques limites structurelles, de tous les atouts pour être du nombre des puissances africaines qui comptent. Le contexte sécuritaire fragile en Afrique Centrale pourrait servir l'ambition de la Russie de reconquérir des parts de marché dans le segment de l'armement. L'engagement de la Russie dans le « Grand Jeu » en Afrique Centrale mérite d'être perçu comme la contestation de l'hégémonie occidentale qu'il

¹²⁰-La dette totale de l'Afrique Subsaharienne envers l'ex-URSS était évaluée à près de 19 milliards de dollars en 1993. En 2009, ce chiffre était évalué à 25 milliards de dollars. Cf. Birgerson Susanne M., Kozhemiakin Alexander V., Kanet Roger E., Tchimichkian Madeleine, *Op.cit*, p.157 et Muriel Pomponne, « Vers un retour de la Russie en Afrique ? article publié le 5 décembre 2014 sur rfi.fr.



est. Le caractère rationnel, discret et efficace des manœuvres russes, en Afrique comme ailleurs, devrait renseigner sur ses ambitions en termes de puissance.

Bibliographie :

- 1) Acher Malik, « Coopération russo-centrafricaine : quand la France s’arroge un droit de regard », article publié sur français.rt.com, le 20 novembre 2018.
- 2) Arkhangelskaya Alexandra, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », *Afrique Contemporaine*, De Boeck Supérieur, vol.4, n° 248, 2013, pp. 61 à 74.
- 3) Armandon Emmanuelle, « La Crimée ou la difficile acceptation par la Russie des frontières héritées de l’ex-URSS », septembre 2009, CERI-Science Po, 6 p.
- 4) Ater Amine, « RDC : le torchon brûle entre le gouvernement et les opérateurs miniers », publié le 12 décembre
- 5) Bachkatov Nina, *Poutine. L’homme que l’occident aime haïr*, Jourdan, Bruxelles-Paris, 2018, 199 p.
- 6) Banque internationale du Canada, « La Russie a-t-elle les moyens de ses ambitions géopolitiques ? », *Géopolitique en bref*, 27 Août 2018, 8 p.
- 7) Birgeron Susanne M., Kozhemiakin Alexander V., Kanet Roger E., Tchimichkian Madeleine, « La politique russe en Afrique : désengagement ou coopération ? » *Revue d’études comparatives Est-Ouest*, n°3, vol. 27, 1996, pp. 145-168.



- 8) Braeckman Colette, « Russie... et Chine au Congo (RDC) », publié le 29 juin 2018 sur www.cadtm.org
- 9) Brzezinski Zbigniew, *Le grand échiquier*, Bayard éditions, 1997, 271 p.
- 10) Christophe François, « La crise centrafricaine révélateur des nouvelles ambitions africaines de la Russie », *note n°13/18*, Fondation pour la Recherche scientifique, juillet 2018, 8 p.
- 11) GIULIANI Jean-Dominique, « La Russie, l'Ukraine et le droit international », *Question d'Europe*, n°344, Fondation Robert Schuman, février 2015, 7 p.
- 12) Ibos-Hervé Caroline, « Les diplomates russes et la politique étrangère », *Les Études du CERI*, n° 32 - octobre 1997, 36 p.
- 13) Jouanny Jean-Robert, « Le retour russe en Afrique subsaharienne : enjeux, vecteurs et perspectives », *note d'analyse n°9*, L'Afrique des idées, septembre 2015, 16 p.
- 14) Limonier Kevin, « Analyse géopolitique des enjeux d'une politique de puissance : le cas de la science et de l'innovation en Russie. », *Hérodote*, La Découverte, n° 146-147, 3e trimestre 2012, pp.193-216.
- 15) Limonier Kevin, « Diffusion de l'information russe en Afrique. Essai de cartographie générale », *note de recherche n°66*, IRSEM, 13 novembre 2018, 21 p.
- 16) Lo Bobo, La Russie, la Chine et les BRICS : une illusion de convergence ? *Russie.Nei. Visions*, n° 92, Mars 2016, 27 p.
- 17) Lopez Carlos, « La coopération technique, concept marqué par l'histoire », *Politique Africaine*, n°69, Mars 1998, pp. 69-82.
- 18) Marchand Pascal, « Le conflit ukrainien, des enjeux géopolitiques et géoéconomiques », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 31 octobre 2014, 17 p.
- 19) Migault Philippe, « Géopolitique de la Russie : facteurs de puissance et de vulnérabilité », *Observatoire stratégique et économique de l'espace post-soviétique*, IRIS, septembre 2015, 9 p.
- 20) Piskunova Ekaterina, « Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre civile en Géorgie », *Notes de recherches du CEPES*, n°31, Septembre 2006, 99 p.



- 21) Pascal Priestley, « Du Congo à l’Egypte, du Nord au Sud, le retour de la Russie en Afrique », article publié le 31 mai 2018 sur www.tv5monde.com.
- 22) Riche Manya, « RDC : La mécanique des fluides Reconfigurations politiques à la veille des élections de 2016 », Note de l’IFRI, novembre 2015, 21 p.
- 23) Rosière Stéphane, « Géographie politique, géopolitique et géostratégie : distinctions opératoires », *L’information géographique*, volume 65, n°1, 2001. pp. 33-42.
- 24) Varenne Leslie, « La Russie opère un retour spectaculaire en Afrique subsaharienne », *note d’analyse IVERIS*, septembre 2018, 4 p.

L’Afrique Centrale et la renaissance géopolitique de la Russie

EMBIEDE EBALLA Marguerite Chantal¹²¹

Résumé :

La Russie post Soviétique a été confrontée à de nombreux problèmes d’ordre économique, politique, démographique et sécuritaire. La chute de l’Union Soviétique a entraîné la rupture des relations diplomatiques entre l’Afrique et la Russie qui s’est matérialisée par les fermetures des ambassades et Consulats russes en Afrique. Cependant, les voyages officiels des leaders Politiques russes en Afrique tels que Vladimir Poutine en 2006, Dimitri Medvedev accompagnés des Hommes d’Affaires en 2009 et l’adhésion de ce pays dans les BRICS marquent le regain d’intérêt géopolitique Russe en Afrique. L’Afrique et surtout L’Afrique

¹²¹ Ph.D en science politique à l’Université de Yaoundé II. Chercheure au Centre Africain d’Etudes Stratégiques pour la Promotion de la Paix et du Développement (CAPED).



Centrale devient ainsi une zone d'intérêts stratégiques pour la renaissance de la puissance russe.

Mots Clés : Afrique Centrale, Renaissance, Géopolitique, Géostratégie, Russie

Abstract:

Post-Soviet Russia has faced many economic, political, demographic and security challenges. The collapse of the Soviet Union led to the break-up of diplomatic relations between Africa and Russia, which resulted in the closure of Russian embassies and consulates in Africa. However, the official trips of Russian political leaders in Africa such as Vladimir Poutine in 2006, Dimitri Medvedev accompanied by Businessmen in 2009 and the country's membership in the BRICS mark the revival of Russian geopolitical interest in Africa. Africa and especially Central Africa becomes an area of strategic interests for the rebirth of Russian power.

Keywords: Central Africa, Rebirth, Geopolitics, Geostrategic, Russia.

Introduction :

La volonté des dirigeants russes est de retrouver l'ancien prestige de leur pays comme superpuissance. En difficulté dans les années 1990 sous l'ère du président Boris Eltsine¹²², la Russie s'est inscrite depuis les années 2000 dans une quête de retour à la puissance¹²³. En effet, l'affirmation de la puissance russe est toujours abordée sur les plans militaires, stratégiques et idéologiques, relayant ainsi l'économie au second rang. Ceci se justifie par les objectifs poursuivis par les différents mandats présidentiels de son leader Vladimir Poutine : le premier mandat Poutine I (1999-20004) a servi à la restauration de l'autorité de l'État à

¹²² Kevin Limonier, « Analyse géopolitique des enjeux d'une politique de puissance : le cas de la science et de l'Innovation en Russie », *Hérodote*, 2012/3-4, n° 146-147

¹²³ « Les nouveaux intérêts géostratégiques de la Russie contemporaine », Diploweb, <https://www.Diploweb.com/Russie-html>, consulté le 15 janvier 2019



l'intérieur de ses frontières ; le deuxième mandat Poutine II (2004-2008) a été le mandat de la prospérité et le troisième mandat Poutine III (2008-2018) a été celui de la modernisation des forces armées qui s'est concrétisée par la victoire militaire russe en Ukraine et en Syrie¹²⁴. Cependant, le redressement économique de la Russie ne peut l'amener à prétendre à la place de superpuissance en parité avec les États-Unis comme à la période soviétique, c'est dans cette optique que ce pays s'est inscrit dans la quête des réformes économiques à des fins hégémoniques. C'est d'ailleurs l'objectif du quatrième mandat, Poutine IV (2018-2024). Cette quête de leadership économique amène la Russie à s'intéresser à nouveau à l'Afrique qui occupe une place centrale dans l'économie mondiale. L'Afrique en tant que zone d'intérêts stratégiques pour les nouvelles puissances émergentes (BRICS) dont fait partie la Russie bénéficie désormais des engagements diplomatico-économiques et militaires de la Russie¹²⁵. Aussi, il convient de s'interroger sur la place et le rôle de l'Afrique centrale dans les ambitions de quête de puissance et de prestige de la Russie. Quel est le rôle et la place de l'Afrique centrale dans l'offensive russe ? On ne saurait répondre à cette question sans au préalable recourir à une méthode scientifique sur laquelle reposerait notre analyse. À cet égard la méthode de la géopolitique qui permet d'identifier les logiques des comportements des acteurs sur la scène internationale, est la mieux adaptée dans ce contexte¹²⁶. Elle permettra de déchiffrer les intentions réelles du revirement de la politique étrangère russe en Afrique et surtout en Afrique Centrale. Par ailleurs, puisque toute posture géopolitique se ramène soit à une volonté de réaliser une ambition, soit à une volonté de contrer une menace¹²⁷, n'est-il pas opportun d'émettre les hypothèses selon lesquelles, la volonté de la Russie en Afrique serait à la fois de réaliser sa quête de puissance à partir des ressources naturelles africaines (I) tout en se servant de cet espace pour contrer l'hyper puissance de ses rivaux (II). Comme Théorie explicative, le réalisme hégémonique servira de donner une caution scientifique à nos hypothèses car, cette branche du réalisme qui raisonne en termes de puissance prend en compte la volonté politique comme facteur de mobilisation qui a permis de repenser les

¹²⁴ Cyrille Bret, « Poutine IV peut-il devenir le grand réformateur de l'économie Russe ? » article en ligne, [https :
www.diploweb.com](https://www.diploweb.com), article du 06 janvier 2019, consulté le 15 janvier 2019

¹²⁵ Alexandra Arkhangels Kaya, « Le retour de Moscou en Afrique Subsaharienne ? », *Afrique Contemporaine*, 2013/4, n°248, pp, 61-74

¹²⁶ François Thual, *Méthode de la géopolitique : apprendre à déchiffrer l'actualité*, 1996, Paris, Ellipses, p20

¹²⁷ Guillaume Devin, *Sociologie des relations internationales*, Paris, ladecouve rte, 2002, p28



instruments dont disposent les nations pour exercer leur leadership¹²⁸. Il s'agit de repenser les instruments à disposition des plus grandes nations ayant exercées leur domination sans passer par les armes. C'est le concept de « *Soft Power* » Théorisé par Joseph Nye et Robert Gilpin¹²⁹. Cette volonté politique peut être assimilée à la volonté de puissance de Spinoza et aussi au désir de puissance de Pierre Verluise¹³⁰. La séduction est le nouveau moyen utilisé par la Russie pour atteindre son but géopolitique, en d'autres termes le revirement diplomatique de la Russie en Afrique est révélateur de son désir de puissance. Au-delà de son industrie militaire et consciente de sa fragilité économique, la Russie entend reconquérir son statut de superpuissance. Cette ambition est très présente dans les discours officiels de ses leaders. Ainsi, ses actions sur le territoire africain ne sont que la réalisation de ses ambitions hégémoniques.

I - L'Afrique Centrale un « Espace Vital » pour la quête de puissance de la Russie

En tant qu'études des rivalités de pouvoir sur des territoires¹³¹, la géopolitique est perçue par la communauté russe comme une planche de salut dans leur quête d'une nouvelle place dans le monde¹³². Cette méthode d'analyse des rapports internationaux permet de prendre en compte le rôle des acteurs, des intérêts et représentations contradictoires dans les rivalités entre États ou entre forces politiques¹³³. C'est sans doute dans cette logique que s'inscrivent les dirigeants des pays stratégiquement émancipés dans leur permanente quête d'influence et de puissance. Un État doit se réaliser à travers l'activité politique qui s'exerce dans un cadre national tout en élargissant ses frontières¹³⁴. Aussi, la maîtrise de la géographie et surtout des ressources naturelles est on ne peut plus nécessaire dans les projets hégémoniques. Pour

¹²⁸ Jean Jacques Roche, *Théories des relations internationales*, Monchretien, 2008, p64

¹²⁹ Ibid.

¹³⁰ Pierre Verluise, « La puissance, quels sont les fondamentaux ? », *Diploweb*, www.diploweb.com/geopolitique-la-puissance-quels-sont-les-fondamentaux-html, consulté le 06 novembre 2016.

¹³¹ Frederick Douzet et David H. Kaplan, « Geopolitics : la géopolitique dans le monde anglo-américain », *Hérodote*, 2012/3-4, n°146-147, pp 237-252

¹³² Anastasia Mitrofanova, « La géopolitique dans la Russie Contemporaine », *Hérodote*, 2012/ 3-4, n°146-147 pp 183-192

¹³³ Frederick Douzet, op.cit, pp 237-252

¹³⁴ Claude Raffestin , « Haushofer, Karl 1986, de la géopolitique », Paris, Fayard, 268p, vol 30, n°81, 1986, pp 433-436



Haushofer, l'espace est vital dans toutes projections de puissance¹³⁵. L'expansion actuelle de la Russie en Afrique obéit aux idées du géopoliticien allemand Karl Haushofer qui soulignait déjà l'importance de la conscience géographique dans la conquête des territoires. L'annexion militaire de la Russie en Crimée¹³⁶ et son retour dans le jeu de puissance à partir de l'Afrique ne sont que la matérialisation son ambition géopolitique. L'Afrique et l'Afrique Centrale en particulier est un réservoir de ressources naturelles nécessaire pour la survie de la Russie (A) et en même temps un nouveau marché (B).

A- Du regain d'intérêt des ressources africaines par la Russie : la prise d'une conscience géographique de la Russie

Jusqu'en 2000, les ressources naturelles africaines étaient exploitées comme des réserves stratégiques des puissances traditionnelles telles la France, l'Angleterre... Ces puissances les considéraient comme faisant partie de leur « Zone d'influence naturelle¹³⁷ ». Celles-ci s'assuraient du marché captif, du monopole des ressources et de la domination, économique, financière, idéologique, politique et culturelle des États africains¹³⁸. Cependant, les puissances émergentes qui ont décidé de sortir de leur isolement et de se lancer dans la course au leadership comme l'URSS désirent elles aussi prendre part dans l'exploitation de ces ressources stratégiques.

Avec une population estimée à plus de 144 millions d'habitants répartie sur une superficie de 17 millions de Km² et donc le plus vaste État du monde, la Russie est la Septième puissance économique mondiale¹³⁹. Consciente de sa faiblesse économique qui l'empêche de se positionner comme une superpuissance au même titre que les États-Unis, la Russie s'est lancée dans une quête de ressources pour palier à cette situation. Elle s'intéresse désormais de près à l'Afrique. L'Afrique figure régulièrement dans l'ordre du jour des sommets G8,

¹³⁵ Philippe Moreau Defarges, *Introduction à la géopolitique*, seuil, Paris, 1994, pp 88-99

¹³⁶ Voir Jean Baptiste Jeangène Vilmer, « Crimée : les contradictions du discours russe », *Politique étrangère*, 2015/1, printemps, pp 159-172

¹³⁷ Roland Pourtier, « ressources naturelles et conflits en Afrique subsaharienne », *Bulletin de l'association des géographes français*, mars 2012, 8-1, pp 34-53

¹³⁸ Voir Alain Fogue Tedom, *Enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique noire*, Harmattan, Paris 2008, 418p

¹³⁹ Jean Sylvestre Mongrenier et Françoise Thom, *Géopolitique de la Russie*, 2016, <https://www.franceculture.fr/œuvre/géopolitique-de-la-Russie>



d'ailleurs, le 5^e sommet des BRICS en Afrique du Sud en mars 2013 conclut le premier cycle des réunions de ces pays et donne un nouvel élan aux relations Russie-Afrique. La Russie a rétablie les rapports diplomatiques avec tous les États africains et le dernier en date est le Soudan du Sud en 2011¹⁴⁰. Par ailleurs, elle a des représentants dans les Communautés Économiques régionales africaines comme la SADC, la CEDEAO, l'IGAD et la CAE¹⁴¹. Cette nouvelle coopération Russie-Afrique n'a plus une connotation idéologique comme à l'époque soviétique mais plus économique depuis 2006. La Russie est en quête de partenariat en ressources énergétiques¹⁴². Située à la charnière de l'Afrique, zone privilégiée dans les échanges entre les régions du continent, l'Afrique centrale représente 20% des exportations africaines, 28% des réserves pétrolières du continent et 60% des réserves hydro-électriques du continent¹⁴³. Ce potentiel est vital pour les puissances occidentales et même pour la Russie dans leur quête d'affirmation. En effet, il existe un lien entre l'espace, l'économie et la puissance¹⁴⁴. C'est l'espace qui génère les ressources économiques nécessaires à la projection de la puissance. Ainsi malgré l'avancée de la Chine, la France et les États-Unis en Afrique la Russie reste très compétitive dans de nombreux domaines comme les secteurs Gazier et Pétrolier. Les entreprises publiques russes telles que Rosneft et Gazprom ou privées à l'instar de Lukoil sont des références mondiales¹⁴⁵. Les voyages de Vladimir Poutine en 2006 et Medvedev en 2009 et ainsi de 400 Hommes d'affaires russes en Angola, en Namibie et au Nigéria vont donner le signal de l'établissement des nouvelles relations bilatérales qui sont suivies des accords économiques dans le secteur des ressources minérales et de l'énergie nucléaire. Les hydrocarbures constituent 59% des exportations russes et fournissent 25% des recettes du budget fédéral. Par ailleurs l'acier et l'Uranium du Katanga sont vitaux pour la fabrication d'armes et le nucléaire. On comprend aisément l'intérêt stratégique que cet espace représente pour la Russie. D'ailleurs le président russe Vladimir Poutine affirmait : « *À une époque, nous avons pu donner l'impression d'avoir perdu tout intérêt pour le continent africain, il est de notre devoir de rattraper le temps perdu. La Russie constate que d'autres*

¹⁴⁰ Alexandra Arkhangels Kaya, « Le retour de Moscou en Afrique Subsaharienne ? », op.cit, pp 61-74

¹⁴¹ Ibid.

¹⁴² Susanne M. Bigerson, Alexander V. Kozhemiakin et Roger E. Kanet, « La politique russe en Afrique : désengagement ou coopération ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1996, 27-3, pp 145-168

¹⁴³ www.ceeac-eccas.org, consulté le 14 janvier 2017

¹⁴⁴ Philippe Moreau Defarges, op.cit, p.165

¹⁴⁵ Dereck Elzein, « L'Afrique face aux nouvelles ambitions de la Russie », *Géoéconomie*, 2014/4, n°71, pp 77-88



pays ont noué des liens en Afrique mais elle entend bien défendre ses intérêts sur le continent africain¹⁴⁶ ».

B- Le revirement de l'activité diplomatique russe vers l'Afrique centrale : la Russie en quête de nouveaux marchés ?

La reprise de la coopération russe en Afrique vise son retour à la table des puissances via l'économie africaine. Elle est en quête de partenariat en ressources énergétiques¹⁴⁷. L'implication de la Russie dans la résolution des conflits africains lui octroie un accès privilégié aux marchés et aux ressources des nations africaines¹⁴⁸. Celle-ci se base sur une stratégie d'équilibre « *gagnant-gagnant* » comme la Chine.

L'Afrique représente 12% de la production mondiale de pétrole et 10% des réserves mondiales prouvées¹⁴⁹. Les États-Unis importent 60% de ce pétrole et exporte 90% du brut africain contre 20% pour la Chine¹⁵⁰. La production africaine en Diamant connaît une croissance importante et renforce sa place de premier plan devant les principales régions productrices dans le monde¹⁵¹. C'est un marché tout à fait porteur. L'Afrique centrale est un espace carrefour qui est situé entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Orientale, c'est l'Afrique médiane¹⁵². Cette région dotée d'un potentiel important en termes de ressources naturelles attise la convoitise des puissances traditionnelles et des puissances émergentes, comme la Russie qui entend désormais étendre son influence économique. La diversification des partenaires en Afrique a pour conséquence le relatif retrait des anciennes puissances et une évolution des relations de coopération et d'aide publique.

La relance de la politique africaine russe date de 2014. Ce revirement peut se justifier par plusieurs raisons : les sanctions occidentales après l'annexion de la Crimée, l'entrée en

¹⁴⁶ Alexandra Arkhangels Kaya, op.cit, pp 61-74

¹⁴⁷ Susanne M.Birgerson, Alexander V.KOZHEMIKIN et Roger E.KANET, « La politique russe en Afrique : désengagement ou coopération ? *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1996, 27-3, pp 145-168

¹⁴⁸ Andrew Korybko, « *La grande stratégie de la Russie en Afrique et en Eurasie et ce qui pourrait mal se passer* », *Oriental Review*, mai 2018, lesafrancophone.fr, consulté le 29 janvier 2019.

¹⁴⁹ Philippe Hugon, « Les nouveaux acteurs de la coopération en Afrique », *Revue Internationale de politique et de développement*, 2010, pp 99-118

¹⁵⁰ Ibid.

¹⁵¹ Jean-François Orru, Remi Pelon et Philippe Gentilhomme, « Le Diamant dans la géopolitique africaine », *Afrique Contemporaine*, 2007/1, n°221, pp 173-203

¹⁵² Lire à cet effet Elie Mvite Meka, *Architecture de la sécurité et de la gouvernance démocratique dans la CEEAC*, presses Universitaires d'Afriques, Yaoundé, novembre 2007, 252P



vigueur de l'Union Économique Eurasiatique et les frappes aériennes en Syrie¹⁵³. La confrontation avec l'Occident est devenue un élément moteur de la politique étrangère du Kremlin qui semble se redécouvrir l'attractivité africaine en vendant à ceux-ci un discours multilatéralisme tout en favorisant les relations bilatérales. Seulement, La Russie est un nain économique en Afrique, le volume des échanges commerciaux ne dépasse pas les 5 milliards de dollars par an avec les pays de l'Afrique noire et 17 milliards si l'on intègre l'Afrique du Nord. Elle possède 17% des parts de marché et d'équipement militaire¹⁵⁴.

Ainsi, présentée comme la septième puissance économique mondiale, la Russie a besoin des ressources dans l'objectif de perfectionner ses industries et de rendre son économie compétitive. Elle instrumentalise l'Aide Publique au Développement en Afrique en octroyant 30 millions d'euros pour la lutte contre la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans. En outre, elle a décidé d'annuler 20 milliards de dollars de dette pour certains pays africains contre des investissements dans l'énergie et les ressources naturelles¹⁵⁵. C'est ainsi que Moscou s'est déployé en Centrafrique non pas seulement pour vendre son savoir-faire en matière de sécurité, mais aussi dans le but de gérer les ressources minières¹⁵⁶. L'ouverture de deux bases militaires russes au Nord-Est du pays notamment dans la zone diamantifère de Bria et à Ouata sous prétexte d'apporter de l'aide humanitaire atteste de cette réalité.

La Russie s'inscrit dans un jeu d'équilibrage d'un monde multipolaire et de concurrence avec la Chine et les États-Unis. Dans sa quête énergétique, elle tisse des liens avec l'Égypte, l'Afrique du Sud, la Namibie pour l'exploitation de l'Uranium, l'Angola pour son Diamant et son pétrole, le Nigéria pour le Gaz et l'Aluminium. Elle a réussi progressivement à desserrer la contrainte financière et les conditionnalités en augmentant les marges de manœuvre et en dopant le marché des matières premières¹⁵⁷.

L'autre stratégie de Moscou consiste à s'ériger en protecteur des états africains contre toute ingérence étrangère au changement de régime africain. Les autocrates africains sont très sensibles à une menace de printemps. De ce fait, Moscou a anticipé ce phénomène en

¹⁵³ Pascal Airault, « Le Kremlin utilise la machine étatique pour opérer son retour en Afrique », Géopolitique, février 2019, in www.lepinion.fr, consulté le 1^{er} mai 2019

¹⁵⁴ Ibid.

¹⁵⁵ Derek Elzein, op.cit, pp 77-88

¹⁵⁶ Ibid.

¹⁵⁷ Philippe Hugon, op.cit., pp 99-118



envoyant dès 2015 des conseillers politiques dans une dizaine de pays africains tels que la RCA, la République Démocratique du Congo, le Soudan et Madagascar. La Russie se fait payée en retour par des contrats pour ses entreprises dans l'énergie, l'armement et les métaux rares. À cet effet, on peut citer entre autre GAZPROM au Nigéria, ABROZA en Angola et RUSSOL qui exploite l'aluminium au Nigéria et en Guinée¹⁵⁸.

II – Le retour de la Russie et la glacisation de l'Afrique Centrale

L'Afrique centrale est un espace où se jouent les ambitions géopolitiques des États tant sur le plan interne qu'externe¹⁵⁹. Cet espace géographique a longtemps été sous l'influence des anciennes puissances colonisatrices comme la France la Grande Bretagne qui s'accaparaient le monopole économique, culturel, idéologique, politique et militaire. Cependant, l'arrivée des nouvelles puissances telles que la Russie et la Chine entraine une nouvelle reconfiguration des rapports de force. La présence et l'aide militaire russe en Afrique et le recul des anciennes puissances confirment son inscription dans la quête de puissance mondiale (A). L'Afrique est de moins en moins une Zone d'influence pour devenir progressivement un glacis géostratégique. Le cas de la Centrafrique illustre parfaitement les velléités de puissances entre ces puissances pour leur repositionnement géostratégique (B).

A- Coopération militaire Russo-Afrique et la reconfiguration des équilibres géopolitiques

La quête de la puissance est au cœur des dynamiques internationales. Les puissances stratégiquement émancipées mettent en œuvre des moyens, ruses et stratégies pour atteindre leurs objectifs définis par la géopolitique. La Géopolitique entant que science de la puissance permet donc de se projeter comme puissance décisive dans le monde futur¹⁶⁰.

La Russie utilise ses exportations de défense pour renforcer et développer son statut géopolitique. Son principal but est de garantir sa sécurité nationale en développant son réseau

¹⁵⁸ Ibid.

¹⁵⁹ Mathias Eric Owona Nguini, « Les jeux et enjeux de la puissance en Afrique centrale, une logique complexe », Enjeux, n°22, janvier-mars 2005, pp.5-9

¹⁶⁰ Philippe Moreau Defarges, *Introduction à la géopolitique*, p 34



d'alliance¹⁶¹. Deuxième exportateur mondial d'armes, elle est le premier fournisseur d'arme en Inde, en Algérie, au Venezuela et au Vietnam¹⁶². Ses exportations en matériel de défense matérialisent la volonté de Moscou de reprendre pieds dans la configuration de puissance mondiale.

L'implication de la Russie dans le processus de résolution de conflits africains pourrait passer de la phase militaire initiale à une phase de diplomatie secondaire pour faire de Moscou un acteur clé de tout règlement politique à venir¹⁶³. Toutefois, la puissance militaire est le principal atout de la projection de puissance de la Russie. Elle est la deuxième puissance militaire derrière les États-Unis, son annexion en Crimée et sa contribution dans le conflit Syrien ne sont que la matérialisation de son hégémonie militaire¹⁶⁴. Malgré la menace d'être sanctionnée par la Communauté Internationale, la Russie n'a pas hésité à subordonner son économie à son insatiable ambition de puissance et de prestige¹⁶⁵. Aussi, elle se sert des BRICS pour renforcer sa coopération militaire et sécuritaire en Afrique. Le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi avait obtenu au terme d'une visite de trois jours en Russie la création d'un parc industriel russe, la construction d'une centrale nucléaire financée à hauteur de 25 milliards de dollars par Moscou et 200 parachutistes russes pour participer à des exercices conjoints et 46 hélicoptères d'attaques K-52¹⁶⁶. La construction d'une base militaire russe à Djibouti a permis de renforcer sa coopération militaire avec le Mozambique¹⁶⁷. En ce qui concerne l'Afrique centrale, Moscou assure la formation de l'armée centrafricaine (FACA), encadre la garde présidentielle et assure la protection rapprochée du Président Faustin Archange Touadéra. En 2017 la Russie a déployé 175 conseillers militaires en Centrafrique et un important équipement en armement¹⁶⁸. L'Angola

¹⁶¹ Cyrille Bret, « les exportations d'armes : un levier d'influence géopolitique pour la Russie », *Revue géopolitique*, Diploweb.com, consulté le 29 janvier 2019

¹⁶² Ibid.

¹⁶³ Andrew Krorybko, op.cit.

¹⁶⁴ Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Crimée : les contradictions du discours russe », *Politique Étrangère*, 2015/1 (printemps) pp 159-172

¹⁶⁵ Ibid.

¹⁶⁶ Emmanuel Grynszpan, *Géopolitique*, « La Russie étend son influence en Afrique », *Le temps*, www.letemps.ch, consulté le 25 avril 2015

¹⁶⁷ Ergeny Krutikov, « La Russie pousse l'occident hors de l'Afrique sans combat », [https // Réseau international.net](https://www.reseau-international.net) consulté le 29 janvier 2019

¹⁶⁸ Jacques Hubert-Rodin, « Le grand retour de la Russie en Afrique », www.lesechos.fr, consulté le 29 janvier 2019



et la République démocratique du Congo bénéficient du même soutien. Le Cameroun quant à lui s'est vu proposé le soutien russe pour la sécurité dans le Golfe de Guinée en juin 2017 lors d'une audience accordée à l'ambassadeur russe Nicolay Ratsiborinsky par le président Paul Biya. Elle se proposait aussi de prendre part aux manœuvres conjointes militaires dans cette Zone à fin de venir à bout à la piraterie maritime et à la grande criminalité organisée qui mettent en mal les économies de cette région¹⁶⁹.

Loin d'être des dons où des actes de charité, cette coopération militaire voile l'ambition de Moscou d'accroître son influence internationale. Ce pays instrumentalise l'Afrique centrale pour exposer sa capacité militaire, sécuritaire et son prestige dans l'objectif de dissuader ses adversaires. Il est avant tout question pour la Russie de se servir de tous ses atouts afin de contrecarrer l'hégémonie des puissances « impérialistes » et de s'imposer comme le nouvel acteur décisif communiste de la scène internationale.

B- Afrique centrale, enjeu des velléités de puissance occidentales entre la Russie et les anciennes puissances

Sur le plan stratégique, les relations Russie-Afrique pourraient jouer un rôle déterminant pour contrer la propension d'un pays ou d'un groupe de pays à s'imposer comme hégémon décisif¹⁷⁰. Les rivalités en superpuissance amènent la Russie à reconsidérer les États africains n'ont pas comme des alliés de seconde zone comme en 1960-1980 mais, de voir en ces pays des fronts de lutte contre l'impérialisme occidental¹⁷¹. L'Afrique et Surtout L'Afrique centrale qui est considérée ici comme le « *Heartland* » devient progressivement un enjeu de puissance et un espace d'affrontement entre les superpuissances, car qui contrôle le « *Heartland* » contrôle le monde¹⁷².

Les rivalités de pouvoir entre la Russie et la France par exemple sont-elles que les sociétés minières russes ont mené une campagne anti-française dans les médias centrafricains afin de nourrir et de renforcer le sentiment anti-français en République Centrafricaine et

¹⁶⁹ <https://africa.24monde.com/economie/view/html>, consulté le 29 janvier 2019

¹⁷⁰ Alexandra Arkhangels Kaya, op.cit, pp 61-74

¹⁷¹ Ibid.

¹⁷² Philippe Moreau Defarges, Dictionnaire de Géopolitique, Armand Colin, Paris, 186p



d'affaiblir son influence en Afrique et sur la scène internationale¹⁷³. En septembre 2017, la France propose à l'armée centrafricaine FACA des armes confisquées aux larges de la Somalie par la marine française en mars 2016. La Russie oppose son veto au Conseil de sécurité des Nations Unies en raison d'un embargo sur les armes en Centrafrique.¹⁷⁴ En Octobre de la même année, le Président de la République Faustin Touadéra sur une idée de la France demande au ministre russe des affaires étrangères Sergei Lavrov de lever le veto lors d'un voyage à Sotchi. En réponse, ce dernier lui propose de signer un accord militaire qui prévoit un don en équipement militaire et un programme pour l'entraînement des FACA. Moscou obtient ainsi une levée exceptionnelle de l'embargo sur les armes en Centrafrique un mois plus tard et la Russie effectue sa première livraison d'armes à Bangui en janvier 2018¹⁷⁵. Par ailleurs, 1300 soldats centrafricains seront équipés par la Russie avec 900 pistolets Makarov, 5200 fusils d'assauts AKM, 140 armes de précision, 840 Kalachnikov, 270 lance-roquettes et RPG et 20 armes antiaériennes¹⁷⁶.

Les affrontements se poursuivent entre les deux pays. Le 28 août Moscou s'active diplomatiquement en parrainant à Khartoum une rencontre pour faciliter le processus de réconciliation en RCA. Les différents chefs de groupes armés qui y étaient présent ont convenu d'adopter « une déclaration d'entente » qui reposait sur trois critères : préserver l'intégrité territoriale centrafricaine, assurer la sécurité de la population civile et relancer le processus de paix¹⁷⁷. Cependant, l'initiative déplait à la France qui préfère celle portée par l'Union Africaine, un signe de défiance vis-à-vis de l'activité diplomatique russe en Centrafrique. Ceci se confirme le 14 novembre 2017, date à laquelle la France avait présenté un texte aux Nations Unies indexant les initiatives portées par Moscou pour négocier les accords de paix en RCA¹⁷⁸.

¹⁷³ Jacques Hubert-Rodin, op.cit

¹⁷⁴ Ibid.

¹⁷⁵ Ibid.

¹⁷⁶ Ibid. ;

¹⁷⁷ « Coopération russo-centrafrique : quand la France s'arroge un droit de regard », article du 20 novembre 2018, <https://français.rt.com>, consulté le 30 janvier 2019

¹⁷⁸ Ibid.



Par ailleurs, la Russie se pose en véritable « fournisseur de sécurité » auprès des états africains en leur proposant des sociétés militaires privées (SMP) ou des mercenaires¹⁷⁹. Cette manœuvre vise de lui donner un avantage concurrentiel sur ses rivaux en tant que fournisseur fiable de sécurité. L'exploitation de cet avantage stratégique lui permet de tirer des bénéfices énergétiques, minéraux et économiques.

La Russie s'attèle à renforcer son partenariat avec l'Afrique ce qui crée des réactions épidermiques de ses rivaux notamment la France. Cet espace est devenu un terrain d'affrontement où les puissances émergentes mènent une offensive pour contrer l'influence des puissances traditionnelles.

Conclusion :

A la question de savoir quel est le rôle de l'Afrique et surtout de l'Afrique centrale dans la quête de puissance de la Russie, il ressort que l'Afrique Centrale est un espace vital pour la projection de la puissance Russe. En effet, après avoir mis en hibernation ses relations avec les Etats africains dans les années 1990, le retour de l'ex URSS depuis les années 2000 se fait remarquer par un important dispositif de puissance et un relatif recul des anciennes puissances. Le retour de la Russie en Afrique a pour raison fondamentale l'exploitation des ressources naturelles stratégiques africaines nécessaires à son repositionnement et à sa volonté de contrer les autres puissances en quête de leadership mondial. Il s'agit tout simplement de l'ambition russe de retrouver son ancien prestige ou de se projeter mondialement à partir du levier « Afrique centrale ». La méthode de la Géopolitique nous a permis de déchiffrer le comportement de la Russie qui vise à réaliser cette ambition de puissance et en même temps à contrer la puissance des anciennes puissances qui avaient fait

¹⁷⁹ Pascal Airault, op.cit.



des ressources africaines leur « zone d'influence naturelle ». Le retour de la Russie a donc permis la diversification des partenaires en Afrique, avec pour conséquence le desserrement de la contrainte financière et les conditionnalités en matière d'endettement. Plusieurs pays africains ont vu leurs dettes annulées et d'autres ont reçu des aides Publiques au développement et un renforcement de leur capacité militaire. Seulement elle reçoit une contrepartie qui n'est autre que les contrats pour l'exploitation des matières premières africaines par ses entreprises et firmes. Toutefois, la Russie qui se présente comme une bouffée d'oxygène, ou un espoir pour le continent africain ne poursuit que ses intérêts vitaux nécessaires à sa quête de puissance comme c'était le cas avec les puissances traditionnelles. L'Afrique centrale, l'espace le plus loti en termes de matières premières n'est rien d'autre que le cadre idéal pour la réalisation de ce projet.

Bibliographie :

- 1) Arkhangels Kaya Alexandra, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? », *Afrique contemporaine*, 2013/4, n°248, pp 61-74 ;
- 2) Birgeron Suzanne, Kozheikin Alexander et E ; Kanet Roger , « La politique russe en Afrique : désengagement ou coopération ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1996, 27-3, pp 145-168 ;
- 3) Bret Cyrille, « Les exportations d'armes : un levier d'influence géopolitique pour la Russie », *Revue géopolitique*, Diploweb.com, consulté le 29 janvier 2019.
- 4) Bret Cyrille, « Poutine IV peut-il devenir le grand réformateur de l'économie russe ? », *Revue géopolitique*, online, <https://www.diploweb.com>, consulté le 29 janvier 2019 ;



- 5) Carrère d'Encusse Helene, *La Russie entre deux mondes*, Paris, Fayard, 2010, 336p ;
- 6) Douzet Frederick et Kaplan David, « Geopolitics : la géopolitique dans le monde anglo-saxon », *Hérodote*, 2012/3-4, n°146-147, pp 237-252 ;
- 7) Elzein Dereck, « L'Afrique face aux nouvelles ambitions de la Russie », *Géoéconomie*, 2014/4, n°77-88 ;
- 8) Fogué Tedom Alain, *Enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique noire*, Paris, Harmattan, 2008, 415p ;
- 9) Gynszpan Emmanuel, « La Russie étend son influence en Afrique », *le temps*, article 25 avril 2015, online, www.letemps.ch, consulté le 29 janvier 2019 ;
- 10) Hugon Philippe, « Les nouveaux acteurs de la coopération en Afrique », *Revue internationale de politique et de développement*, 2010, pp 99-118 ;
- 11) Jeangène Jean Baptiste, « Crimée : les contradictions du discours russe », *politique étrangère*, 2015/1 (Printemps) pp 159-172 ;
- 12) Krutikov Ergeny, « La russie pousse l'occident hors de l'Afrique sans combat », online, [https //reseau international.net](https://reseau.international.net), consulté le 29 janvier 2019 ;
- 13) Le Livre Blanc de la CEEAC et de la CEMAC, *Politique régionale pour un accès universel énergétique moderne et le développement économique et social, 2014-2030*, PNUD, 32p ;
- 14) Limonier Kevin, « Analyse géopolitique des enjeux d'une politique de puissance : le cas de la science et de l'innovation en Russie », *Hérodote*, 2012/3-4, n°146-147 ;
- 15) Mitrofanova Anastasia, « La géopolitique de la Russie Contemporaine », *Hérodote*, 2012/3-4, n°146-147, pp 183-192 ;
- 16) Moreau Defarges Philippe, *Introduction à la géopolitique*, Paris, Seuil, 1994, 223p ;
- 17) Moreau Xavier, *la nouvelle grande Russie : De l'effondrement de l'Urss au retour de Vladimir Poutine*, Ellipses, 2012, 160p ;
- 18) Mvie Meka Elie, *Architecture de la sécurité et de la gouvernance démocratique dans la CEEAC*, presses universitaires d'Afrique, Yaoundé, 2007,
- 19) Orru Jean François, Pelon Remi et Gentilhomme Philippe, « Le Diamant dans la géopolitique africaine », *Afrique Contemporaine*, 2007/1, n°221, pp 173-203 ;
- 20) Pourtier Roland, « Ressources naturelles et conflits en Afrique subsaharienne », *Bulletin de l'association des géographes français*, mars 2012, 8-1, pp 34-53 ;



- 21) Roche Jean-Jacques, *Théories des Relations Internationales*, Paris, Monchretien, 7^e édition 2008, 157p ;
- 22) Rodin Jacques-Hubert, « Le grand retour de la Russie en Afrique », online, [https :
www.lesechos.fr](https://www.lesechos.fr), consulté le 29 janvier 2019 ;
- 23) Thual François, *Méthode géopolitique. Apprendre à déchiffrer l'actualité*, Ellipses, Paris, 120p ;
- 24) Verluise Pierre, « La puissance quels, quels sont les fondamentaux ? », *Revue Géopolitique*, Diploweb.com, consulté en Novembre 2016.

Les pays de la Commission du Golfe de Guinée dans le projet maritime russe

Théophile Mirabeau NCHARE NOM¹⁸⁰

¹⁸⁰ Ph.D en science politique à l'Université de Yaoundé II. Chercheure au Centre Africain d'Etudes Stratégiques pour la Promotion de la Paix et du Développement (CAPED).



Résumé :

Cette contribution questionne l'inscription des pays de la Commission du golfe de Guinée dans le projet maritime russe. Dans une société internationale où les enjeux maritimes constituent de véritables vecteurs d'essor économique et de puissance, l'intérêt du présent article est d'évaluer la mise en œuvre de la nouvelle doctrine maritime russe dans ces États. Sous l'angle de la géopolitique maritime, l'auteur met en exergue l'encrage de la doctrine maritime russe dans son projet stratégique de puissance et les manœuvres utilisées pour sa mise en œuvre.

Mots clés : Doctrine maritime, Commission du Golfe de Guinée, Russie, Puissance navale, Coopération maritime.

Abstract:

This contribution analyses the registration of the Gulf of Guinea Commission countries in the Russian maritime project. In an international society where maritime issues are real vectors of economic growth and power, the interest of this article is to evaluate the implementation of the new Russian maritime doctrine in these countries. From the perspective of maritime geopolitics, the author highlights the inking of the Russian maritime doctrine in its strategic project of power and the maneuvers used for its implementation.

Key words: Maritime doctrine, Gulf of Guinea Commission, Russia, Naval power, Maritime cooperation

Introduction



La Commission du Golfe de Guinée (CGG) réunit huit États dont l'Angola, la République démocratique du Congo, la République du Congo, le Nigeria, Sao Tomé-et-Principe, le Gabon, le Cameroun et la Guinée équatoriale¹⁸¹. Les domaines maritimes de ces États sont depuis le début des années 2010 sous une gouvernance internationale, en droite ligne avec le principe de la sécurité collective¹⁸², qui fait de la défense et de sécurité une affaire de tous, face aux menaces transnationales. Sa transformation en zone « à haut risque »¹⁸³ sous l'emprise du brigandage littoral et de la criminalité maritime, avait en effet conduit les États riverains à régionaliser leurs politiques de sûreté et de sécurité maritimes, en associant de nombreux partenaires étrangers¹⁸⁴. La conséquence a été d'ouvrir à grandes portes cet espace maritime tant convoité¹⁸⁵ aux appétits géopolitiques et géostratégiques des puissances internationales. Parmi elles, la Russie, pour qui les mers situées en eau chaude représentent depuis l'époque bipolaire, l'un des leviers de sa géopolitique mondiale.

Par-delà les compétitions et rivalités avec d'autres puissances dont les États-Unis, la Chine, la France, le Royaume Uni, l'Allemagne, les manœuvres russes dans ce commun

* L'auteur est Docteur en Science politique de l'Université de Yaoundé II et diplômé de l'École Normale Supérieure de Yaoundé. Il a publié plusieurs articles sur la stratégie navale des États africains et participé à de nombreux colloques.

¹⁸¹ L'idée de la création de la CGG a été proposée par l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo, au terme d'une rencontre à Libreville du 18 au 19 novembre 1999, afin d'impulser la coopération, le développement, la sécurité et l'exploitation harmonieux des ressources maritimes des pays riverains du golfe de Guinée. Elle est instituée dans un Traité signé le 3 juillet 2001 et est devenue fonctionnelle en mars 2007, avec l'installation de son secrétariat exécutif à Luanda, en Angola. Dans cet article le golfe de Guinée est envisagé *stricto sensu*, dans son acception institutionnelle c'est-à-dire de la CGG. Dans son acception la plus large, il s'étend sur environ 21 355 km de côtes, au-delà des îles du Cap-Vert, depuis les rivages du désert de sable entre le Sénégal et la Mauritanie au nord, en passant par les côtes des îles et des estuaires de l'archipel des Bijagos en Guinée Bissau, les côtes lagunaires et aux cordons littoraux du golfe du Benin jusqu'en Angola. Voir à ce sujet A-D. Ogoulat « La commission du Golfe de Guinée, instrument du renouveau maritime sous régional ? », *Stratégique*, n° 80/4, 2000, www.stratisc.org/Strategie_80_Ogoula2.htm [consulté le 14 décembre 2018].

¹⁸² Sur la notion de sécurité collective, sa nécessité, ses caractéristiques et ses implications, voir *Rapport Panyarachun, Un monde plus sûr : notre affaire à tous*, Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, Nations Unies, 2004, 109 p (spéc., pp. 21-69).

¹⁸³ International Crisis Group, *Le golfe de Guinée : la nouvelle zone à haut risque*, Program Report, n° 195, 12 décembre 2012, 52 p.

¹⁸⁴ C. Ukeje et W. Mvomo Ela, *Approche africaine de la sécurité maritime : cas du golfe de Guinée*, Abuja, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2013, 52 p.

¹⁸⁵ C. D. G Awoumou, « Le golfe de Guinée face aux convoitises », in *Enjeux, Bulletin d'Analyse géopolitique pour l'Afrique centrale*, n° 22, janvier-mars 2005, pp. 15-20 ; P. Copinschi, « Le golfe de Guinée, nouvel enjeu stratégique », in *Société*, n°42, 2003, Paris, Serpe, pp. 99-101 ; J-C. Servant, « Une priorité géostratégique. Offensive sur l'or noir africain », *Le monde diplomatique*, janvier 2003, pp. 22-23 ; S-R Ngakosso-Oko, « Géostratégie des ressources naturelles et les conflits de la République du Congo, 1990-2002 : rivalité de puissance et contrôle de l'énergie », Mémoire de DESS, Université de Yaoundé II, IRIC, 2005.



géostratégique offre une perspective intéressante pour tout analyste qui cherche à évaluer, à ce jour, la diplomatie navale¹⁸⁶ de Vladimir Poutine, tant sur le plan de la définition que de la mise en œuvre de ses grands axes stratégiques dans les pays de la CGG. Cette réflexion a aussi l'intérêt de montrer en quoi les pays de la CGG participent au projet maritime international russe. La question centrale est donc de savoir comment la Russie a pu se saisir de la gouvernance maritime de la CGG pour la transformer au mieux de son rayonnement maritime. Pour répondre, nous analyserons sous une approche basée sur la géopolitique des mers¹⁸⁷, la politique maritime de la Russie (1) et sa mise en œuvre dans les pays membres de cet organisme (2).

1. Le projet stratégique Russe pour les mers et les océans

Les enjeux maritimes du projet stratégique russe ont été clairement définis dans un texte intitulé *"Le fondement de la politique d'État de la Fédération de Russie dans le domaine naval pour la période jusqu'à 2030"*¹⁸⁸. Promulgué le 20 juillet 2017 par Vladimir Poutine, ce texte annule et remplace la « *Doctrine maritime de la Fédération de Russie jusqu'en 2020* », promulguée le 27 juillet 2001¹⁸⁹. Conformément à son principe continuuel de renouvellement de sa doctrine militaire¹⁹⁰, il était opportun pour elle de se doter d'une nouvelle Doctrine navale et de maintenir la mystique des Forces navales de la Fédération de Russie (VMF). Le texte ne s'adresse pas uniquement aux marins mais aussi aux décideurs politiques et économiques, aux industriels et aux experts des divers métiers de la mer. Il s'inscrit dans le même projet que le texte de 2001, associant enjeux purement navals et enjeux de l'économie maritime. Jean-

¹⁸⁶ H. Coutau-Bégarie, *Le meilleur des ambassadeurs : Théorie et pratique de la diplomatie navale*, Paris, Economica, col. La Bibliothèque stratégique, 2010, 384 p.

¹⁸⁷ H. Coutau-Bégarie, *L'océan globalisé. Géopolitique des mers au 21^e siècle*, Paris, Economica, 2007, 320 p. Voir du même auteur, *La pensée géopolitique navale*, Paris, ISC-Economica, 1995, 250 p.

¹⁸⁸ Voir Décret du Président de la Fédération de Russie du 20.07.2017 n° 327 "sur l'approbation des principes fondamentaux de la politique de la Fédération de Russie en matière d'activités navales jusqu'à 2030", 22 p.

¹⁸⁹ Cette doctrine regroupait en effet des documents cadres de la politique extérieure et de sécurité russe dans le domaine maritime. Son but était de démarquer la politique maritime de la Fédération de « l'esprit Guerre froide » pour la recentrer sur le service des intérêts économiques du pays. Voir à ce sujet Jean-Marie Mathey et Isabelle Facon, « La politique maritime de la Russie », Note de la Fondation de recherche stratégique, 30 novembre 2005, 11 p, <https://www.frstrategie.org/web/documents/publications/notes/2005/200512.pdf>, [consulté le 04 avril 2019].

¹⁹⁰ La Doctrine militaire russe a été renouvelée en 2014, sa Stratégie de sécurité nationale en 2015 puis sa Doctrine en matière de politique étrangère en 2016.



Marie Mathey et Isabelle Facon de la Fondation de recherche stratégique, faisait déjà remarquer au sujet de ce texte que le « *fait que la Russie se soit dotée d'une doctrine maritime (et non d'une doctrine navale), traitant simultanément de l'ensemble des moyens maritimes de la Russie (marine militaire, marchande, de pêche, scientifique), reflète le fait que d'une façon générale, sous Poutine, la priorité donnée par le gouvernement russe à l'impératif de développement et de modernisation économiques du pays* »¹⁹¹. De ce fait, quoique commandée naturellement par un officier supérieur de la Marine, le Collège maritime mis sur pied pour opérationnaliser cette nouvelle Doctrine maritime est interministériel, rassemblant de manière paritaire le monde naval et les intérêts économiques maritimes (pêche, transport, commerce, énergie). Il y'a donc une intégration des fonctions de promotion des intérêts de souveraineté, de sécurité à celles de protection des intérêts économiques de la Russie. C'est ce qui explique la concentration des travaux du Collège maritime sur les enjeux civils et commerciaux de l'activité maritime en l'occurrence l'indépendance économique et alimentaire, la réduction des coûts des transports, l'accroissement des volumes des flux de commerce extérieur et de transit via le territoire du pays, le développement des recherches sur la bio-ressource maritime, les mesures pour faire revenir sous pavillon russe au moins une partie des capacités enregistrées à l'étranger¹⁹². L'enjeu stratégique est de pouvoir tenir face à la concurrence des puissances asiatiques et occidentales dans l'exploitation des mers et la maîtrise de la navigation dans les principales routes maritimes et sur les corridors internationaux de transport [*mejdounarodnyï transportnyï koridor*]. Et si la priorité demeure, dans la politique maritime, la région Caspienne-mer Noire en raison de la combinaison dans cette zone d'enjeux géopolitiques, économiques et sécuritaires de la puissance russe, les autres régions du monde notamment la méditerranée¹⁹³ et les domaines maritimes africains ne laissent pas la Russie indifférente.

Pour donner sens au projet stratégique russe, le texte du 20 juillet 2017 revêt une dimension pessimiste de l'évolution du monde horizon 2030 et se donne pour objectif

¹⁹¹ Voir Kwan, « Nouvelle doctrine navale russe : quid novi ? », Le portail des forces navales de la Fédération de Russie, 3 Août 2017, <http://www.rusnavyintelligence.com/2017/08/nouvelle-doctrine-navale-russe-quid-novi.html> [consulté le 04 avril 2019].

¹⁹² Décret du Président de la Fédération de Russie du 20.07.2017 n ° 327 "sur l'approbation des principes fondamentaux de la politique de la Fédération de Russie en matière d'activités navales jusqu'à 2030".

¹⁹³ Sur le cas spécifique de l'Afrique du Nord, l'on pourra se référer à l'étude d'Isabelle Facon, « Le jeu d'influence de la Russie en zone Afrique du Nord / Moyen- Orient », Fondation pour la recherche stratégique, avril 2017, 24 p.



d'anticiper sur une dégradation éventuelle de la situation politico-militaire internationale ; dégradation induite de la concurrence accentuée entre différents acteurs mondiaux. Et pour ses auteurs, cette concurrence s'exprimerait notamment sur les océans et les mers, considérant qu'ils recouvrent près des 3/4 du globe, sont au cœur de la globalisation des économies et risquent du fait de l'enchevêtrement des enjeux de l'économie et de la sécurité maritimes accroître les risques d'usage de la force en mer¹⁹⁴. De ce fait, il revient à la Russie de s'imposer en « élément stabilisateur » face aux ambitions des autres puissances navales notamment les États-Unis et leurs alliées dans les mers et les océans et de manière préoccupante au voisinage direct des eaux territoriales russes¹⁹⁵. Il est de même des manœuvres chinoises et japonaises dans le Pacifique qui visent à « limiter l'accès de la Fédération de Russie aux ressources de l'océan mondial et aux lignes de communications maritimes majeurs »¹⁹⁶. Au sujet des menaces militaires, la nouvelle doctrine maritime de la Russie invite la Fédération à œuvrer contre la déstabilisation des régions représentant un intérêt stratégique pour la Russie comme cela a déjà été le cas avec la Syrie, l'Irak et l'Afghanistan¹⁹⁷.

Plusieurs articles recommandent d'adopter des mesures asymétriques conduisant à la destruction du potentiel militaro-industriel des adversaires de la Fédération depuis la mer en vue de contrer le déploiement en mer ou sous la mer de systèmes d'armements tactique de haute précision, ainsi que de celui de systèmes anti-missiles à l'exemple du programme américain "*Prompt Global Strike*", qui permet des frappes tactiques sur tout point du globe en moins d'une heure et du système d'interception *Aegis* par l'US Navy, notamment en Méditerranée¹⁹⁸. Dans l'ensemble, les enjeux et les priorités pour la flotte russe sont de maintenir son second rang parmi les puissances navales mondiales par l'accroissement des capacités de frappes, le développement des forces sous-marines stratégiques de dissuasion nucléaire russe ; la polyvalence de la flotte ; le développement des groupes navals de dissuasion conventionnelle ; la diversification du rôle des missiles de croisière en

¹⁹⁴ Art. 23, 2e section et art. 31, section 4 du Décret du Président de la Fédération de Russie sur l'approbation des principes fondamentaux de la politique de la Fédération de Russie en matière d'activités navales jusqu'à 2030", cité par Kwan, « Nouvelle doctrine navale russe : quid novi ? », *op.cit.*

¹⁹⁵ Art. 8 de la première section et art. 24a, 2e section, *Ibid.*

¹⁹⁶ Art. 24d, 2e section, *ibid.*

¹⁹⁷ Art. 27b, 2e section, *ibid.*

¹⁹⁸ Article 31, 32 et 33.



l'équipant sur de nouvelles plateformes, y compris le navire lance-missiles à la frégate et les troupes côtières¹⁹⁹. La Fédération entend de ce fait mettre sa philosophie navale au service de la promotion et de la protection des intérêts russes d'ici à 2030 par des mutations tant au niveau de la doctrine maritime que de la flotte²⁰⁰. L'objectif à terme est « *la consolidation objective de la Russie comme grande puissance navale* »²⁰¹. Elle entend se déployer et mettre en œuvre son projet stratégique dans tous les territoires d'appoints stratégiques. « *Il n'est pas un seul dossier international où notre opinion puisse être ignorée* », se félicitait en ce sens un présentateur vedette de la télévision d'État russe pour se vanter que la Fédération de Russie soit entrain de redevenir une superpuissance, ne négligeant plus aucun enjeu international²⁰². Il est intéressant de voir comment ce projet s'opérationnalise dans les domaines maritimes des pays de la CGG.

2. La mise en œuvre du projet stratégique russe dans les pays de la Commission du golfe de Guinée

Depuis la fin de l'ère bipolaire qui avait fortement handicapé ses relations avec les pays africains, la Russie manifeste sa volonté de « *reconquérir l'Afrique* »²⁰³. En 2008 déjà, un sorte de « *Monsieur Afrique* » comme le qualifie le chercheur malgache Philippe Randrianarimanana²⁰⁴ avait été nommé sous le titre de Représentant spécial du président russe pour la coopération avec les pays d'Afrique. Mikhaïl Vitalievitch Marguelov fut nommé à ce poste en remplacement de l'ancien directeur de l'Institut d'Afrique à l'Académie des sciences de Russie, Maxim Minaev, jusque-là Représentant spécial pour les relations avec les chefs d'État africains. C'est depuis le mandat de Dimitri Medvedev que la Russie a marqué de manière plus ostensible son intérêt pour les pays de la CGG.

¹⁹⁹ Ibid.

²⁰⁰ Igor Delanoë, « Marine de guerre russe : atouts et faiblesses d'un outil en mutation », Note de l'observatoire franco-russe, n° 17, mars 2018, 22 p.

²⁰¹ « Russia's Naval Doctrine Emphasis Atlantic, Arctic Areas – Rogozin », Interfax, 27 juillet 2015, cite par Isabelle Facon, « Les ambitions navales de Vladimir Poutine », *Études marines, Marines d'ailleurs*, Centre d'études stratégiques de la marine, n° 10, juin 2016, p.32-39 (spéc., p. 33).

²⁰² E. Grynszpan, « La Russie étend son influence en Afrique », Moscou, 22 octobre 2018, <https://www.letemps.ch/monde/russie-etend-influence-afrique> [consulté le 06 avril 2019].

²⁰³ P. Randrianarimanana, « Les Russes veulent reconquérir l'Afrique », *Politisc*, n° 12, août 2008, p.1.

²⁰⁴ Ibid. p. 6.



Après les pays d'Afrique du Nord (Égypte, Maroc, Algérie, Tunisie) et du Sud (Afrique du Sud, Zimbabwe, Namibie), avec lesquels la Russie connaît traditionnellement des relations assez intenses, son offensive s'est étendue dans les autres régions africaines. « *Il y aura une bataille pour l'Afrique* » avait déclaré à l'Académie des Sciences de Russie, Evgeny Korendyasov, directeur des études russo-africaines²⁰⁵. Une « bataille » non pas uniquement pour les matières premières car, à la différence des autres puissances qui se rivalisent en Afrique, l'immense Russie en regorge. Mais une « bataille » symbolique et géostratégique. En effet, les Russes se sentent de plus en plus agressés sur le plan symbolique après l'immixtion de l'OTAN en Ukraine ; repoussés par des Européens, qui ont dénoncé tambours battants le rattachement de la Crimée et affiché leur volonté de faire tomber l'allié syrien ainsi que les incessantes campagnes de dénigrement de la Russie dans le monde²⁰⁶.

L'enjeu géostratégique est donc de procéder autrement en Afrique, en se consacrant au secteur militaire, sécuritaire, énergétique, minier et humanitaire. La Russie cherche à exploiter au maximum les potentialités qui existent. À l'époque, l'URSS a beaucoup travaillé sur le continent africain. C'était un autre contexte. Il s'agissait de lutte idéologique où il fallait aider les pays frères ou potentiellement frères. Aujourd'hui, la Russie cherche à convertir ses vieilles amitiés idéologiques là où elles existent encore en influence géoéconomique. Elle s'ouvre aussi à d'autres pays par le biais de grands groupes comme l'Afrique du Sud qu'elle considère comme la principale économie du continent, le Nigeria aussi ou encore l'Égypte. Ces pays sont ceux avec lesquels elle effectue l'essentiel de son commerce sur le continent. Elle cherche à optimiser ce qui a été créé il y a très longtemps. Elle s'intéresse également à la nouvelle Afrique, à l'Afrique émergente, qui n'était pas sur la carte des dirigeants soviétiques. Et, contrairement à ce que pense Arnaud Dubien lorsqu'il affirme que « *Le continent ne sera jamais prioritaire pour la Russie, mais celle-ci a conscience des opportunités commerciales qu'elle peut y trouver* »²⁰⁷, l'Afrique est au cœur de la géopolitique russe actuelle. En témoigne la célérité dans l'établissement des accords de partenariats estimés jusqu'ici à 42 accords commerciaux et militaires contre 37 pactes d'assistance technique et économique

²⁰⁵ B. Lukan, « Le retour de la Russie en Afrique », Éditorial, *L'Afrique réelle*, n° 106, <https://www.breizh-info.com/2018/10/05/103375/le-retour-de-la-russie-en-afrique-lafrique-reelle-n106> [consulté le 06 avril 2019].

²⁰⁶ Ibid.

²⁰⁷ A. Dubien, « La Russie s'intéresse également à la nouvelle Afrique », *Le Point Afrique*, 25 octobre 2017, <http://www.iris-france.org/101476-la-russie-sinteresse-egalement-a-la-nouvelle-afrique/> [consulté le 06 avril 2019].



durant l'époque soviétique chute du mur, qui rendent compte de la volonté de la Fédération de Russie d'incorporer l'Afrique à son rayonnement géopolitique et géostratégique²⁰⁸. Dans le domaine militaire et plus particulièrement naval, Moscou joue au « *parrain ou au protecteur alternatif* » face aux États-Unis, à la France, à la Chine qui s'y sont déjà fortement investis²⁰⁹. Une stratégie qui n'a pour l'instant essuyé qu'un seul échec, lorsque Djibouti a rejeté la demande russe d'utiliser une partie de la nouvelle base navale chinoise. Mais dans la CGG, sous l'habillage de sa participation à la lutte contre la piraterie maritime, la Fédération a trouvé terre fertile à sa doctrine maritime.

La Marine russe mène ainsi une lutte active contre la piraterie maritime dans les eaux africaines, protégeant les navires qui passent par les régions à hauts risques. Le représentant de la Marine russe lors du Forum Armée-2017 déclarait à ce sujet que les bâtiments russes ont escorté 152 convois et 727 navires (dont 56 battant le pavillon russe) et empêché dix tentatives de détournements de navires depuis 2008, dans les eaux somaliennes et dans le golfe de Guinée. Parmi ces bâtiments, figure le grand bâtiment de lutte anti sous-marine Severomorsk qui assure la protection contre les pirates dans les golfes d'Aden et de Guinée²¹⁰.

En juin 2009, accompagné d'une importante délégation d'hommes d'affaires, il est reçu tour à tour en Angola et au Nigéria, avant de poursuivre son voyage en Égypte, puis en Namibie, avec comme slogan : le retour de la Russie en Afrique²¹¹. En juin 2010, à l'occasion du cinquantenaire des indépendances africaines, la Russie organisa à Moscou une conférence parlementaire internationale intitulée « Russie-Afrique: les perspectives de la coopération ». Cette conférence réunit plus de 400 participants dont des parlementaires, hommes d'affaires Russes et 39 pays africains dont 19 du golfe de Guinée. En outre, la Russie a entrepris des

²⁰⁸ Leslie Varenne (avec un commentaire du général Dominique Delawarde), « Russie opère un retour spectaculaire en Afrique subsaharienne », https://www.iveris.eu/list/notes_danalyse/363-la-russie-opere-un-retour-spectaculaire-en-afrique-subsaharienne [consulté le 06 avril 2019].

²⁰⁹ Par exemple, au sujet de l'opération française Sangaris, la Russie avait invité en 2016 invité le président Faustin-Archange Touadéra, menacé par l'essor de 14 milices rebelles, à venir discuter à Sotchi avec le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. Et, en dépit de l'embargo onusien sur les armes à destination de la RCA, Moscou lui a fourni des milliers de fusils d'assaut et du matériel anti-aérien, livrés sur un aéroport de Berengo offert aux Russes ; dépêché 175 instructeurs militaires russes en Centrafrique ; nommé un conseiller politique et de sécurité russe, Valeri Zakharov, auprès du Président centrafricain et contribué à la crée des forces spéciales chargées pour assurer la sécurité du président et remplacer les forces spéciales rwandaises. *Ibid.*

²¹⁰ Viktor Tchirkov, « Lutte contre la piraterie: la Marine russe a empêché 10 détournements depuis 2008 », 27août 2017, <https://fr.sputniknews.com/international/201708271032804725-russie-marine-pirates/> [consulté le 16 avril 2019].

²¹¹ *Ibid.*



négociations en vue de signer des accords de coopération militaire avec les États du golfe de Guinée. Les pays ciblés par la Fédération russe sont l'Angola, le Cameroun, la Guinée. Équatoriale, le Gabon et le Nigéria.

Le 1^{er} avril 2013, la coopération maritime et militaire a été l'objet d'une rencontre entre le Chef d'État-major général des Forces armées russes, Valeri Guérassimov et le Chef de la Maison de la sécurité du président angolais, Manuel Vieira Dias. Le nœud du projet russe est de créer une base navale dans le golfe de Guinée. L'on ne peut, de ce fait, croire sur parole Andreï Kemarski, directeur du département Afrique du ministère russe des Affaires étrangères qui, dans une interview accordée en Sputnik en décembre 2018, affirmait : *«La création de bases navales n'est pour le moment pas discutée. Le développement de la coopération technico-militaire avec les pays africains a une longue histoire et représente l'un des domaines importants de notre coopération depuis l'époque soviétique»*²¹². L'on n'oublie pas que depuis 2017, la Russie manœuvre pour établir une base navale au Soudan dont la situation le long de la rive ouest de la voie navigable stratégique de la mer Rouge en fait un enjeu de puissance²¹³.

Au Cameroun, la Fédération russe est active sur le plan militaro-technique et la formation des officiers de la marine en Russie. En avril 2015, un accord de coopération militaire et technique a été passé entre le Cameroun et la Russie. Cet accord prévoyait des livraisons d'armements, du matériel de guerre, de munitions, de pièces de rechange, d'équipements, de produits spéciaux et la formation des cadres militaires camerounais à travers des bourses d'admission aux établissements d'enseignement militaire russes ou des programmes de formation organisés au Cameroun par des experts venus de Russie dans les domaines de la sécurité incendie. Plusieurs officiers camerounais ont suivi des formations en Russie et un nombre important d'équipements militaires a également été octroyé au Cameroun par l'État russe dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la sécurité dans le Golfe de Guinée. Ce sujet est régulièrement au menu des échanges durant les audiences entre le président Biya et les ambassadeurs russes au Cameroun.

²¹² J. Delay, « Bases navales russes dans les pays africains: Moscou met les points sur les i », 18 décembre 2018, <https://fr.sputniknews.com/international/201812181039348356-centrafrique-russie-bases-navales/> [consulté le 16 avril 2019].

²¹³ Les deux pays auraient signé un projet d'accord d'accès aux ports pour les navires de guerre le 3 mars 2019.



Par ailleurs, la Russie a signé un accord très important avec la Guinée Équatoriale, qui est un acteur majeur du golfe de Guinée, notamment parce qu'elle abrite l'École navale à vocation régionale (ENVR) créée en 2010 dans le cadre de la coopération militaire franco-équato-guinéenne. L'importance de cette École aussi bien dans la gouvernance sécuritaire actuelle du golfe de Guinée que dans ses développements à venir, dénotes les visées russes sur la Guinée-Équatoriale. En effet, en octobre 2015, la Russie et la Guinée équatoriale ont signé un accord prévoyant le ravitaillement des navires de guerre russes dans les ports équato-guinéens, ainsi qu'une « entrée simplifiée » pour ces navires. A ce titre, et suivant la signature dudit accord, une escouade de navires de guerre russes, notamment le croiseur lance-missiles Moskva, sont entrés dans le port de Malabo, la capitale de la Guinée équatoriale. L'accord prévoyait d'ailleurs également un renforcement de la coopération entre les forces armées, y compris navales, des deux pays. Certes, il ne s'agissait pas officiellement d'une base navale russe en Guinée équatoriale, mais d'une coopération pour le ravitaillement des navires russes. Mais la subtilité y réside, d'autant plus que cet accord permet à la Fédération russe de se positionner par la présence de sa flotte, au cœur de l'architecture navale du golfe de Guinée.

Autre pays au cœur de la géopolitique maritime du golfe de Guinée, le Gabon, « *l'un des pays les plus importants pour la Russie* » selon le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov²¹⁴. Dans la note d'information de la Communication présidentielle suite au « séjour de travail et d'amitié » du président gabonais à Moscou le 14 juillet 2018, l'on peut lire : « *son positionnement géostratégique, l'activisme très fort de sa diplomatie dans les enceintes internationales, ainsi que son potentiel économique important sont des atouts majeurs pour notre pays* »²¹⁵. Et au-delà de ces déclarations flatteuses, l'appât de séduction pour amener le chef d'État gabonais à s'ouvrir davantage à la Fédération russe a été de créer une coopération dite « Axe Libreville–Moscou », avec des partenariats multiformes dans le domaine des mines, du pétrole, de l'économie, du bois et de la circulation des personnes avec la suppression des visas pour les détenteurs gabonais de passeports diplomatiques et de service, en vigueur depuis 2011²¹⁶.

²¹⁴ Interview accordée au terme de l'entretien, le 14 juillet 2018 au Kremlin, entre Ali Bongo et Vladimir Poutine, cité par Gabon Review, <https://www.gabonreview.com/blog/cooperation-le-gabon-un-des-pays-les-plus-importants-pour-la-russie/> [consulté le 16 avril 2019].

²¹⁵ *Ibid.*

²¹⁶ *Ibid.*



Au Nigéria, au-delà du nucléaire²¹⁷, en novembre 2017, de nouveaux accords ont été signés entre la Russie et le Nigéria. Ces accords portent en grande partie sur la sécurité et la sûreté maritimes dans le Delta du Niger, le renforcement des capacités de défense des forces nigérianes et l'armement. Ces partenariats maritimes bilatéraux se renforcent, à l'image de la nouvelle doctrine maritime russe et dénotent une approche pragmatique liée à des intérêts stratégiques et économiques. Ainsi, les opérations navales russes au large du Nigéria, comme dans l'ensemble du golfe de Guinée, sont davantage intégrées dans un contexte stratégique en recomposition où l'action navale constitue un atout de choix, souple et efficace, qui doit être exploité pour soutenir une stratégie générale russe en Afrique.

Conclusion

L'objet de cet article était de présenter le projet maritime russe et son implémentation dans la CGG. Il ressort que l'ambition maritime et navale russe s'inscrit dans son projet stratégique de grande puissance. D'où la révision continuelle et l'adaptation de la doctrine maritime russe aux enjeux internationaux actuels et à venir. Dans les États de la CGG, les enjeux maritimes sont essentiels aux forces navales russes qui s'y déploient tant pour mettre en œuvre la diplomatie navale²¹⁸ russe que pour projeter sa puissance en Afrique.

²¹⁷ Voir à ce propos E. Atcha, « Nucléaire : nouveaux accords entre la Russie et le Nigéria », <https://afrique.latribune.fr/entreprises/industrie/energie-environnement/2017-11-01/nucleaire-nouveaux-accords-entre-la-russie-et-le-nigeria-756413.html> [consulté le 16 avril 2019].

²¹⁸ Coutau-Bégarie H, *Le meilleur des ambassadeurs, Théories et pratiques de la diplomatie navale*, op.cit.



Dans le premier cas, la Russie use des initiatives diplomatiques pour faire valoir son projet stratégique²¹⁹. Aux stratégies continentales se conjuguent les stratégies maritimes. Dans le second cas, l'examen des efforts considérables consentis par la Russie nous permet, relativement, de mieux distinguer l'enjeu stratégique de la CGG pour la puissance russe. La mise en œuvre de sa doctrine maritime telle que définie dans *"Le fondement de la politique d'État de la Fédération de Russie dans le domaine naval pour la période jusqu'à 2030"*²²⁰, lui offre une triple profondeur stratégique : assurer au plus loin possible de ses côtes la protection du territoire national face aux menaces venues de la mer ; garantir l'invulnérabilité de la composante océanique de la dissuasion ; projeter au plus près des zones d'intérêt de la Fédération sa puissance. Les forces navales russes ont reçu la mission de « naviguer sur l'avant », comme on l'apprend sur les passerelles des unités de combat : anticiper pour ne pas subir, car les menaces d'aujourd'hui, qu'il convient d'ailleurs de prendre en compte, effacent rarement celles d'hier et ne préfigurent pas celles de demain. D'où ce grand intérêt pour les pays membres de la CGG. Cependant, les chefs d'État et de gouvernement de cette Commission semblent ne pas mesurer les enjeux actuels et futurs en dépit de l'abondante littérature à ce sujet²²¹. Or il est désormais incontestable que les nations ne peuvent se développer ou s'imposer sur la scène internationale en faisant abstraction de la profondeur stratégique offerte par les océans²²². L'on peut alors comprendre pourquoi les projets de développement et de sécurité des États de la CGG donnent l'allure d'un mythe de Sisyphe. «

²¹⁹ Nchare Nom, T. M., « Initiatives diplomatiques et occupation de l'espace africain : le cas du golfe de Guinée (2001-2008). Une approche des usages géostratégiques de la diplomatie », Mémoire de DEA en Science politique, Université de Yaoundé II, 2009, 170 p.

²²⁰ Voir Décret du Président de la Fédération de Russie du 20.07.2017 n° 327 "sur l'approbation des principes fondamentaux de la politique de la Fédération de Russie en matière d'activités navales jusqu'à 2030", 22 p.

²²¹ Voir entre autres :

- Nchare Nom, T. M., « La mer au service de l'émergence des États du golfe de Guinée : Oser une géographie maritime de l'émergence », *Revue Dialectique des intelligences, Dossier, « Penser l'Afrique par ses matières premières »*, n° 003, Premier semestre 2017, pp. 40-66.

Nchare Nom, T. M., « Le Golfe de Guinée face aux enjeux des nouvelles routes maritimes », in Delfour-Samama O., Leboeuf C., et Proutière-Maulion G., (dir.), *Nouvelles routes maritimes : origines, évolutions et perspectives*, Paris, Éditions A. Pedone, 2016, pp. 147-168.

- Ndotumu S. S., *Géopolitique maritime du golfe de Guinée au XXI^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2012, 156 p.

- Ogoulat A-D., « Les États de la façade atlantique de l'Afrique et la mer aujourd'hui, quelques aspects géopolitiques et géostratégiques », *Noroi, L'Atlantique et les géographes*, n° 180, Octobre-Décembre 1998, pp. 587-607.

- Ogoulat A D., *Géographie politique de la façade Atlantique de l'Afrique intertropicale (du Sénégal à l'Angola)*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 1999, 653 p.

²²²A. Vigarié, « L'impossible refus de l'horizon marin », *Défense Nationale*, avril 1981, p. 35.



Les larmes de nos souverains ont le goût salé de la mer qu'ils ont ignorée » affirmait le cardinal de richelieu²²³. En tout état de cause, pour la Russie, son implication dans les espaces maritimes est révélatrice de l'évolution des enjeux de la CGG dans la géostratégie des océans. La maîtrise de cette région contribue à la protection de ses intérêts et à l'élargissement son espace de dissuasion.

Bibliographie :

- 1) Awoumou C. D. G., « Le golfe de Guinée face aux convoitises », in *Enjeux, Bulletin d'Analyse géopolitique pour l'Afrique centrale*, n° 22, janvier-mars 2005, pp. 15-20.

²²³Contre-amiral Thierry Rousseau (Dir.), *Ambition navale au XXI^e siècle*, Études marines, Hors-série, Centre d'études stratégiques de la Marine (CESM), octobre 2016, 112 p (spéc.14).



- Copinschi P., « Le golfe de Guinée, nouvel enjeux stratégique », in *Sociétal*, n°42, 2003, Paris, Serpe, pp. 99-101.
- 2) Coutau-Bégarie H., *Le meilleur des ambassadeurs : Théorie et pratique de la diplomatie navale*, Paris, Economica, col. La Bibliothèque stratégique, 2010, 384 p.
 - 3) Coutau-Bégarie H., *L'océan globalisé. Géopolitique des mers au 21^e siècle*, Paris, Economica, 2007, 320 p.
 - 4) Coutau-Bégarie H., *La pensée géopolitique navale*, Paris, ISC-Economica, 1995, 250 p.
 - 5) Décret du Président de la Fédération de Russie du 20.07.2017 n ° 327 "sur l'approbation des principes fondamentaux de la politique de la Fédération de Russie en matière d'activités navales jusqu'à 2030", 22 p.
 - 6) Delay J., « Bases navales russes dans les pays africains: Moscou met les points sur les i », 18 décembre 2018.
 - 7) Dubien A., « La Russie s'intéresse également à la nouvelle Afrique », Le Point Afrique, 25 octobre 2017.
 - 8) Facon I., « Les ambitions navales de Vladimir Poutine », *Études marines, Marines d'ailleurs*, Centre d'études stratégiques de la marine, n° 10, juin 2016, p.32-39.
 - 9) Facon I., « Le jeu d'influence de la Russie en zone Afrique du Nord / Moyen- Orient », Fondation pour la recherche stratégique, avril 2017, 24 p.
 - 10) Grynszpan E., « La Russie étend son influence en Afrique », Moscou, 22 octobre 2018.
 - 11) Igor Delanoë, « Marine de guerre russe : atouts et faiblesses d'un outil en mutation », Note de l'observatoire franco-russe, n° 17, mars 2018, 22 p.
 - 12) International Crisis Group, *Le golfe de Guinée : la nouvelle zone à haut risque*, Program Report, n° 195, 12 décembre 2012, 52 p.
 - 13) Kwan, « Nouvelle doctrine navale russe : quid novi ? », Le portail des forces navales de la Fédération de Russie, 3 Août 2017.
 - 14) Lugan B., « Le retour de la Russie en Afrique », Éditorial, *L'Afrique réelle*, n° 106.
 - 15) Mathey J-M. et Facon I., « La politique maritime de la Russie », Note de la Fondation de recherche stratégique, 30 novembre 2005, 11 p.
 - 16) Nchare Nom T. M., « Le Golfe de Guinée face aux enjeux des nouvelles routes maritimes », in Delfour-Samama O., Leboeuf C., et Proutière-Maulion G., (dir.), *Nouvelles*



- routes maritimes : origines, évolutions et perspectives*, Paris, Éditions A. Pedone, 2016, pp. 147-168.
- 16) Nchare Nom T. M., « Initiatives diplomatiques et occupation de l'espace africain : le cas du golfe de Guinée (2001-2008). Une approche des usages géostratégiques de la diplomatie », Mémoire de DEA en Science politique, Université de Yaoundé II, 2009, 170 p.
 - 17) Nchare Nom T. M., « La mer au service de l'émergence des États du golfe de Guinée : Oser une géographie maritime de l'émergence », *Revue Dialectique des intelligences, Dossier, « Penser l'Afrique par ses matières premières »*, n° 003, Premier semestre 2017, pp. 40-66.
 - 18) Ndutumu S. S., *Géopolitique maritime du golfe de Guinée au XXIe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2012, 156 p.
 - 19) Ogoulat A. D., *Géographie politique de la façade Atlantique de l'Afrique intertropicale (du Sénégal à l'Angola)*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 1999, 653 p.
 - 20) Ogoulat, A-D., « Les États de la façade atlantique de l'Afrique et la mer aujourd'hui, quelques aspects géopolitiques et géostratégiques », *Noroi, L'Atlantique et les géographes*, n° 180, Octobre-Décembre 1998, pp. 587-607.
 - 21) Randrianarimanana P., « Les Russes veulent reconquérir l'Afrique », *Politisc*, n° 12, août 2008.
 - 22) *Rapport Panyarachun, Un monde plus sûr : notre affaire à tous*, Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, Nations Unies, 2004, 109 p.
 - 23) Rousseau T. (Contre-amiral Dir.), *Ambition navale au XXIe siècle*, Études marines, Hors-série, Centre d'études stratégiques de la Marine (CESM), octobre 2016, 112 p.
 - 24) Servant J-C., « Une priorité géostratégique. Offensive sur l'or noir africain », in *Le monde diplomatique*, janvier 2003, pp. 22-23.
 - 25) Tchirkov Viktor, « Lutte contre la piraterie: la Marine russe a empêché 10 détournements depuis 2008 », 27 août 2017.
 - 26) Ukeje C. et Mvomo Ela W., *Approche africaine de la sécurité maritime : cas du golfe de Guinée*, Abuja, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2013, 52 p.



- 27) Vigarié, André, « L'impossible refus de l'horizon marin », *Défense Nationale*, avril 1981, p. 35.